

Législatives
2026

LE FLN EN TÊTE

PAGES 2 et 3



Des résultats qui demeurent provisoires en attendant leur validation définitive, conformément aux procédures légales en vigueur.

- Les partis saluent leurs résultats : **La représentation féminine en net recul**
- La nouvelle composante de l'APN connue : **Le jeu des chaises musicales**
- **Une majorité présidentielle consolidée**

Corridor transsaharien
Remodeler la géographie économique de l'Afrique

PAGE 6



Logement, santé et numérique
Les piliers d'une souveraineté renforcée

PAGE 5

Mondial 2026

La Norvège et l'Angleterre en quarts

Le Brésil et le Mexique éliminés



f s i o
L'ÉCHO DES RÉSEAUX SOCIAUX



Le prix de la pastèque chute

PAGE 15

Législatives
2026

Les partis saluent leurs résultats La représentation féminine en net recul

Alors que plusieurs partis mettent en avant leur progression et leur consolidation parlementaire, le faible taux de participation et le recul de la représentation féminine alimentent déjà les premières analyses du scrutin.

Le président du parti Front El-Moustakbal, Fateh Boutbig, a exprimé sa satisfaction après l'obtention de la troisième place par sa formation politique lors des élections législatives du 2 juillet 2026, consacrées au renouvellement des membres de l'Assemblée populaire nationale.

Dans une déclaration accordée à Sabq Press, Fateh Boutbig a estimé que «les résultats obtenus ne sont pas de simples chiffres, mais un message politique clair», soulignant que le Front de l'avenir poursuit une progression constante depuis sa création et renforce sa présence à chaque échéance électorale.

Le responsable politique a, par ailleurs, indiqué que la prochaine étape exige une approche davantage engagée, appelant à une action politique fondée sur la responsabilité et la préservation des réformes engagées en Algérie.

S'exprimant sur le taux de participation, établi à 21,24%, Fateh Boutbig a affirmé que

«les chiffres annoncés par l'autorité sont faibles mais réels», y voyant le reflet d'une volonté de réforme du paysage politique.

Il s'est également dit optimiste quant à la mobilisation des jeunes et des universitaires lors de ce scrutin, estimant que cette dynamique «témoigne du succès du processus électoral».

Pour rappel, le Front de l'avenir a remporté 59 sièges, dont 57 sur le territoire national et 2 à l'étranger.



EL-BINA RENFORCE SA PRÉSENCE AU PARLEMENT

Un sentiment de satisfaction et de contentement a régné au siège national du Mouvement El Bina, suite à l'annonce par l'Autorité nationale indépendante des élections des résultats provisoires des élections législatives tenues le 2 juillet 2026, qui ont permis au mouvement d'obtenir 38 sièges à l'Assemblée populaire nationale (37 sièges à l'intérieur du pays et un siège à l'étranger).

Le président du mouvement, le professeur Abdelkader Bengrina, le président du Conseil consultatif, le Pr Nassereddine Salem Chérif, ainsi que les membres de la direction nationale, ont suivi de près l'annonce des résultats,

et les présents ont exprimé leur profonde satisfaction quant à ce résultat parlementaire.

Dans ce contexte, la direction du Mouvement a considéré ce gain parlementaire comme «le fruit des efforts des candidats, des militants et des sympathisants du mouvement à travers les différentes wilayas du pays», soulignant que ce résultat constitue «une nouvelle étape vers le renforcement de la présence parlementaire et le service de la patrie et des citoyens», en référence à la poursuite d'un travail parlementaire sérieux et à la défense des causes nationales et sociales.

Il convient de rappeler que le Mouvement de la construction nationale est

arrivé en cinquième position lors de ces élections, qui ont connu une large compétition entre les partis et listes participantes, dans un contexte de nouvelles réformes constitutionnelles et législatives. Ces résultats restent provisoires en attendant l'annonce finale de la composition de la nouvelle Assemblée populaire nationale.

LE MSP ANNONCERA SA LECTURE DES RÉSULTATS

De son côté, le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a invité, dans un communiqué, les médias nationaux ainsi que les journalistes à assister à une conférence de presse qui sera animée, au siège du parti, par son président, Abdelali Hassani Chérif. Cette rencontre sera consacrée à la présentation de la lecture des résultats provisoires des élections législatives, ainsi qu'à son premier bilan du scrutin, avant une séance de questions-réponses avec les représentants de la presse.

Notons, par ailleurs, le net recul de la représentation féminine, malgré les efforts de l'État visant à encourager l'implication des femmes dans la vie politique et parlementaire. En effet, elles n'ont remporté que 23 sièges sur un total de 407, soit le niveau le plus faible enregistré depuis plusieurs années. Cette situation soulève des interrogations quant à l'efficacité des mécanismes mis en place pour renforcer la participation politique des femmes.

Smail Rouha

LA NOUVELLE COMPOSANTE DE L'APN CONNUE Le jeu des chaises musicales

Si en apparence, les législatives du 2 juillet ont permis le renouvellement de l'Assemblée populaire nationale, elles ont surtout, en réalité, redistribué les rôles entre les mêmes partis. Derrière les gains et les pertes de quelques sièges, la photographie politique de la future APN reste pratiquement inchangée. Le FLN conserve sa position dominante, le RND demeure l'un des principaux piliers de la majorité, tandis qu'El Moustakbal, qui bondit à la 3e place, et El Bina confortent leurs positions, rejoints par Sawt Echaab qui a pu tirer son épingle du jeu. Le MSP recule sans disparaître du paysage parlementaire. À l'inverse, les partis du courant démocratique enregistrent une nouvelle déconvenue, tandis que le FFS sauve difficilement une représentation modeste. Au final, la prochaine législature ne diffère que très peu de la précédente. Les mêmes formations composeront l'hémicycle, les mêmes alliances structureront les rapports de force et les mêmes équilibres politiques continueront de prévaloir.

Quelques députés quittent leurs sièges, d'autres les occupent, mais l'architecture politique de l'Assemblée demeure identique. Plus qu'un renouvellement, il s'agit d'un simple jeu de chaises musicales. Cette continuité tranche avec les attentes susci-



tées par les promesses de changement et de réactivation de la vie politique. L'espoir d'une Assemblée plus représentative, plus pluraliste et porteuse de nouvelles idées ne s'est pas matérialisé. Les urnes ont reconduit un paysage politique largement inchangé, où les forces traditionnelles conservent l'essentiel des leviers parlementaires. Cette stabilité apparente cache pourtant une fragilité majeure : le scrutin a été marqué par une abstention record. Des millions d'Algériens ont choisi de ne pas participer au vote, envoyant un message clair sur leur désenchantement vis-à-vis de la vie politique. Car si la

composition de l'Assemblée change peu, c'est aussi parce que les citoyens sont de moins en moins nombreux à croire que leur vote puisse modifier les équilibres existants. Les raisons de cette désaffection sont multiples. Les partis politiques, toutes tendances confondues, peinent à se renouveler et à incarner des alternatives crédibles. Beaucoup souffrent d'un déficit d'ancrage dans la société et apparaissent davantage préoccupés par la conquête des sièges que par la défense de véritables projets politiques. Les campagnes électorales elles-mêmes n'ont pas réussi à mobiliser une opinion publique convain-

cue que les résultats étaient, dans une large mesure, prévisibles. À cela s'ajoute un manque d'ouverture du champ politique, régulièrement pointé par les observateurs. L'absence d'une compétition suffisamment attractive, capable de faire émerger de nouvelles forces ou de nouveaux visages, entretient l'idée que les élections changent les personnes davantage que les politiques. La future APN risque ainsi de souffrir du même déficit que la précédente : une représentativité fragilisée par une faible participation populaire. Certes, sa légitimité juridique ne peut être contestée. Mais sa légitimité politique dépendra de sa capacité à rompre avec les pratiques du passé, à exercer pleinement ses missions de contrôle du gouvernement et à redevenir un véritable espace de débat et de proposition. Les législatives du 2 juillet n'ont, in fine, pas bouleversé le paysage politique. Elles ont simplement redistribué les cartes entre les mêmes formations. La nouvelle Assemblée change de visages, mais pas... de visage. Or, lorsqu'un Parlement se renouvelle sans se transformer, le changement promis reste un horizon lointain et l'abstention devient, scrutin après scrutin, la première force politique du pays.

Saïd Mekla

Législatives
2026

LE FLN EN TÊTE

Ces résultats demeurent provisoires en attendant leur validation définitive, conformément aux procédures légales en vigueur.

Le président par intérim de l'Autorité électorale indépendante, Karim Khalfan, a annoncé, hier, les résultats préliminaires des élections législatives qui ont eu lieu le 2 juillet. Les résultats provisoires donnent le parti du Front de libération nationale en tête avec 90 sièges (85 à l'intérieur du pays et 5 à l'extérieur du pays), tandis que le RND arrive en deuxième position avec 73 sièges (71 à l'intérieur du pays et 2 à l'extérieur du pays).

Le parti du Front El Moustakbal obtient 59 sièges (57 à l'intérieur du pays et 2 à l'extérieur du pays), le Mouvement de la société pour la paix émerge à 43 sièges et le Mouvement El Binaa est crédité de 38 sièges (37 à l'intérieur du pays et 1 à l'extérieur du pays). Les listes indépendantes obtiennent 38 sièges (30 à l'intérieur du pays et 8 à l'extérieur du pays).

Le Parti Sawt Echaab a également obtenu 17 sièges, le Front des forces socialistes 12 sièges, le Parti de la liberté et de la justice ainsi que le parti El Fadjr El Djadid ont chacun obtenu 6 sièges, le parti El Karama a obtenu 5 sièges, le Rassemblement pour la culture et la démocratie a obtenu 4 sièges, et le Parti des travailleurs, Jil Jadid et Taj ont chacun obtenu 3 sièges.

À noter enfin que parmi les 407 députés élus, le chef de l'Anie a indiqué que 312 possèdent un diplôme supérieur, 134 sont des jeunes, et parmi ces 407 députés, on compte 23 femmes.

FAIBLE TAUX DE PARTICIPATION

Karim Khalfan a souligné que le taux de participation à l'intérieur du pays est de 21,24%, tandis qu'à l'étranger, il est de 10,75%.

الرقم	الانتماء السياسي	عدد المقاعد	
		داخل الوطن	خارج الوطن
1	حزب جبهة التحرير الوطني	85	05
2	التجمع الوطني الديمقراطي	71	02
3	جبهة المستقبل	57	02
4	حركة مجتمع السلم	43	-
5	حركة البناء الوطني	37	01
6	الاحرار	30	02
7	صوت الحرية	17	-
8	جبهة البنا	12	-
	المجموع		

Commentant ces chiffres, il a expliqué que l'abstention n'est pas une particularité algérienne : c'est un phénomène récurrent à travers le monde. Le chef de l'Anie a souligné que la loi n'oblige pas le citoyen à voter. Selon lui, c'est le niveau du discours politique qui détermine la participation, ajoutant que la question devrait être posée à la classe politique.

Dans le détail, les chiffres présentés par Karim Khalfan révèlent que le corps électoral à l'intérieur du pays s'élevait à 23 872 756 électeurs, tandis que le nombre de votants était de 5 071 020. Le nombre de bulletins de vote invalides a atteint 910 230, le nombre de votes contestés 1 095, et

le nombre de votes valides 4 160 790.

À l'étranger, le corps électoral s'élevait à 854 285 électeurs pour 81 091 votants. Le nombre de bulletins invalides était de 12 630, le nombre de votes contestés de 46, et le nombre de votes valides de 79 180.

Quant au nombre de listes dans le pays, il a atteint 739, pour 9 422 candidats et 395 sièges. À l'étranger, le nombre de listes était de 54, avec 432 candidats et 12 sièges. Concernant les réserves consignées dans le procès-verbal de la réunion, Karim Khalfan a déclaré qu'aucune réserve n'avait été formulée. Il en va de même pour les observations consignées par les présidents des commissions électorales.

UNE MAJORITÉ ACQUISE

Certes, le FLN arrive en tête mais sans majorité absolue. Toutefois, si l'on tient compte des résultats du FLN, du RND, du Front El Moustakbal, du Mouvement El Binaa, ainsi que du parti Sawt Echaab, qui figure parmi les formations soutenant le programme présidentiel, les partis de l'éventuelle nouvelle majorité présidentielle contrôleraient 277 sièges sur 407, ce qui leur conférerait une majorité confortable au sein de la nouvelle Assemblée nationale populaire.

RECU DES INDÉPENDANTS

Ce qui est à relever dans ces résultats, c'est le net recul du bloc des indépendants, qui n'a obtenu que 38 sièges lors de ces élections, alors qu'il constituait le deuxième groupe parlementaire le plus important au sein de la précédente législature avec 98 sièges. Ce recul était prévisible, compte tenu de la forte diminution du nombre de listes indépendantes, passées de plus d'un millier lors des élections de 2021 à seulement 125 lors de ce scrutin.

EN ATTENDANT LA VALIDATION

L'Autorité électorale nationale indépendante a confirmé que ces résultats sont provisoires et que les dossiers ainsi que les procès-verbaux seront transmis aux autorités judiciaires compétentes pour statuer sur les recours, avant l'annonce des résultats définitifs conformément aux procédures légales en vigueur. Karim Khalfan a, par ailleurs, précisé que les partis et les listes indépendantes disposent de 48 heures pour déposer des recours auprès des autorités judiciaires compétentes.

S. Smati

CONTESTATION DES RÉSULTATS
Les délais fixés à 48 heures

La loi organique relative au régime électoral fixe les délais et les procédures de traitement des recours ainsi que la proclamation des résultats définitifs des élections législatives. Elle prévoit que la Cour constitutionnelle statue sur les recours dans un délai de trois jours après l'achèvement des procédures légales, et que les résultats définitifs soient annoncés au plus tard dix jours après la réception des résultats provisoires, avec la possibilité de prolonger ce délai par décision du président de la Cour constitutionnelle, le cas échéant.

Dans ce cadre, la Cour constitutionnelle continue de recevoir les procès-verbaux des commissions électorales de wilaya relatifs aux élections législatives qui se sont tenues jeudi dernier, et ce, via le secrétariat du greffe contre accusé de réception, conformément aux articles 271 et 275 de la loi organique n° 21-01 relative au régime électoral, modifiée et complétée. La loi prévoit le dépôt des procès-verbaux des commissions électorales de wilaya ou des circonscriptions électorales des résidents à l'étranger dans un

délai maximal de 96 heures après la clôture du scrutin, avec possibilité de prolongation de 48 heures par décision du président de l'Autorité nationale indépendante des élections en cas de nécessité.

Après la proclamation des résultats provisoires par l'Autorité nationale indépendante des élections, chaque liste de candidats, candidat ou parti politique participant dispose du droit de déposer un recours devant la Cour constitutionnelle dans un délai de 48 heures à compter de la date de l'annonce, conformément à l'article 209 de la loi.

La Cour constitutionnelle notifie ensuite les parties concernées afin de leur permettre de présenter des mémoires écrits dans un délai de 72 heures à compter du dépôt du recours, avant de statuer sur l'ensemble des recours dans un délai de trois jours, concluant ainsi le processus par l'annonce des résultats définitifs dans les délais légaux fixés.

UNE MAJORITÉ
PRÉSIDENTIELLE CONSOLIDÉE

À l'issue de l'annonce des résultats préliminaires des élections législatives en Algérie, les cinq partis de l'alliance présidentielle ont remporté 256 sièges sur un total de 407.

Le Mouvement El-Bina a obtenu 38 sièges, tandis que le parti du Front El-Moustakbal a réalisé une progression notable avec 58 sièges. En revanche, les partis du bloc démocratique ont enregistré des résultats décevants après leur retour à la participation électorale.

Le Front de libération nationale est arrivé en tête du scrutin malgré des difficultés politiques et organisati-

tionnelles persistantes, avec 90 sièges contre 98 lors des élections de 2021. De son côté, le Rassemblement national démocratique a amélioré son score avec 73 sièges (contre 58 en 2021), sans toutefois atteindre ses objectifs politiques, malgré une forte mobilisation et une campagne médiatique soutenue.

Le Front El-Moustakbal, dirigé par Fateh Boutbig, a progressé à la troisième place avec 58 sièges, gagnant 14 sièges par rapport aux élections précédentes, au détriment notamment du Mouvement de la société pour la paix, princi-

pal parti islamiste d'opposition, qui recule à la quatrième place avec 44 sièges contre 65 en 2021.

Le Mouvement El-Bina, parti islamiste membre de l'alliance présidentielle, conserve ses 38 sièges. Pour la première fois, le parti «Sawt Echaab obtient 17 sièges, ce qui lui permet de former un groupe parlementaire. Ainsi, la majorité présidentielle, composée du FLN, du RND, du Front El-Moustakbal, du Mouvement El-Bina et de Sawt Echaab, totalise 256 sièges sur 407, dépassant le seuil de 250 sièges nécessaires pour adopter les lois avec aisance. La diaspora algérienne est également dominée par les partis de la majorité présidentielle, tandis que les indépendants enregistrent une forte baisse, n'obtenant que 38 sièges contre 98 auparavant.

Enfin, les forces politiques se répartissent désormais en trois grands blocs : le courant conservateur propouvoir, le courant islamiste et le courant démocratique et progressiste.

DOSSIER DES BIENS MAL ACQUIS

Où on est-on ?

Dès sa prise de fonctions à la tête de l'Etat à la mi-décembre 2019, le président Tebboune s'est engagé à récupérer l'argent que les oligarques ont volé et transféré à l'étranger, plus particulièrement en France où la plupart d'entre eux sont installés.

Malgré les nombreuses démarches entreprises par l'Algérie, notamment auprès de la France où sont installés plusieurs anciens dignitaires et hommes d'affaires, les résultats sont restés limités pendant près de six ans. Plus d'une centaine de demandes d'entraide judiciaire et de restitution sont demeurées sans suite. La visite à Alger, en mai dernier, du ministre français de la Justice, Gérard Darmanin, a toutefois marqué un tournant. Mettant fin à près de deux années de gel de la coopération judiciaire entre les deux pays, cette rencontre a permis de relancer les échanges autour du dossier sensible des biens mal acquis.

La France a affiché sa volonté de renforcer sa coopération avec les autorités algériennes afin d'identifier les patrimoines acquis à l'étranger grâce à des fonds publics détournés. Dans ce cadre, des magistrats du pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed se sont rendus en juin dernier à Paris pour rencontrer leurs homologues du Parquet national financier (PNF).

Ces échanges techniques s'inscrivent dans le cadre de l'entraide judiciaire entre les deux pays et visent à accélérer le traitement des dossiers transnationaux. Les discussions ont porté principalement sur les mécanismes de



coopération, l'échange d'informations, la coordination des enquêtes et la mise en place de procédures communes pour faciliter les investigations. Selon des sources françaises, la demande algérienne ne se limite pas aux seuls aspects fiscaux mais vise à établir le patrimoine réel de personnalités liées à l'ancien régime. Près d'une centaine de personnes pourraient être concernées par ces investigations, parmi lesquelles d'anciens responsables politiques, hauts fonctionnaires et hommes d'affaires ayant bénéficié de marchés publics ou de situations de monopole pour transférer des capitaux à l'étranger. Les autorités françaises étudient éga-

lement la possibilité de geler les avoirs d'une vingtaine de personnalités algériennes, à l'image de mesures déjà appliquées à d'autres oligarques étrangers. Les patrimoines visés concernent principalement des biens immobiliers de prestige et des avoirs bancaires, notamment en France.

UN VOLET IMPORTANT DES RELATIONS ENTRE ALGER ET PARIS

Depuis plusieurs années, de nombreux anciens responsables algériens ont investi dans les quartiers les plus huppés de Paris. Le cas de l'ancien chef du protocole de la présidence, Mokhtar Reguieg, illustre ces pratiques.

Selon les enquêtes, lui et sa famille auraient acquis plusieurs biens immobiliers dans les 11^e et 12^e arrondissements de Paris pour une valeur dépassant les 2,7 millions d'euros, gérés par l'intermédiaire d'une société civile immobilière créée en France. Les investigations ne concernent pas uniquement la France.

En Suisse, la justice a confirmé en 2023 le séquestre de 1,7 million d'euros appartenant à un ancien ministre de l'ère Bouteflika ainsi que la transmission des documents bancaires aux autorités algériennes.

Cet ancien responsable, condamné par contumace en Algérie et visé par un mandat

d'arrêt international, est soupçonné d'avoir perçu des pots-de-vin dans une affaire liée à des marchés publics. Le dossier des biens mal acquis est devenu un volet important des relations entre Alger et Paris. L'Algérie a transmis plus d'une centaine de demandes visant à identifier, saisir et restituer les avoirs issus de la corruption ainsi qu'à obtenir l'extradition de certaines personnes recherchées. La visite de Gérard Darmanin à Alger, effectuée à la demande du président français Emmanuel Macron, avait précisément pour objectif de relancer cette coopération judiciaire. Le ministre français était accompagné d'une importante délégation composée notamment du procureur national financier, de la procureure chargée de la criminalité organisée, de la directrice des affaires criminelles et des grâces ainsi que de l'ambassadeur de France en Algérie. À l'issue de ses entretiens avec le ministre de la Justice, Lotfi Boudjemaa, Gérard Darmanin a confirmé que le dossier des biens mal acquis constituait une priorité commune. Il a rappelé que «plus d'une centaine de demandes sont faites par les autorités algériennes pour récupérer les biens nés de la corruption», soulignant la volonté des deux pays de transformer cette reprise du dialogue judiciaire en résultats concrets. **H. A.**

MISSION MINISTÉRIELLE DE L'UA AU SOUDAN DU SUD

Sofiane Chaib y participe

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, participe à la visite de travail ministérielle de la délégation du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur le Soudan du Sud (C5), à Juba, du 6 au 8 juillet 2026. Cette visite ministérielle, la troisième du genre, s'inscrit dans le cadre du suivi des résultats de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur le Soudan du Sud (C5), qui s'est tenue à Addis-Abeba le 15 février 2026, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère des affaires étrangères. Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, avait pris part à ses travaux en tant que représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cette visite traduit également les efforts déployés par l'Union africaine pour soutenir le processus de paix en République du Soudan du Sud et accompagner la mise en œuvre de l'accord revitalisé sur le règlement du conflit, notamment à la lumière des échéances liées à l'achèvement de la période de transition et à la préparation de l'organisation des premières élections générales depuis l'indépendance du pays. Au cours de cette visite, la délégation du Comité tiendra une série de rencontres avec les autorités gouvernementales de la République du Soudan du Sud ainsi qu'avec les différents acteurs concernés par le suivi de ce processus.

64^E ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Le président de la République honore les cadres de l'ANP

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, dimanche, au Cercle national de l'armée de Béni Messous, à Alger, une cérémonie de réception en l'honneur de hauts cadres de l'Armée nationale populaire en activité et à la retraite, et ce, en présence de hauts responsables de l'Etat, à l'occasion de la célébration du 64^e anniversaire de la fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale, indique un communiqué du MDN. Le président de la République a été accueilli, à l'entrée du Cercle national de l'armée, par le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire.



«Ont pris part à cette cérémonie, qui s'inscrit dans le cadre des grandes traditions de l'Armée nationale populaire visant à commémorer les dates phares de notre glorieuse histoire et en hommage à nos vaillants martyrs, le président du Conseil de la nation, le président de l'Assemblée populaire nationale, le Premier ministre, la présidente de la Cour constitutionnelle, les membres du gou-

vernement, des conseillers auprès du président de la République ainsi que le général de corps d'armée, commandant des forces terrestres, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les commandants de forces, le directeur de cabinet auprès du ministère de la Défense nationale, le commandant de la 1^{re} Région militaire, les chefs des départements, le contrôleur géné-

ral de l'armée, les directeurs et les chefs de services centraux du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'Armée nationale populaire, aux côtés de hauts cadres de l'Etat et des personnalités nationales et de moudjahidine et des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie», ajoute la même source. A cette occasion, l'assistance a écouté l'hymne national interprété par une troupe de la Garde républicaine et a suivi un film documentaire intitulé «Sur le serment de la fidélité... des sacrifices des chouchada à la bataille du développement», produit par la Direction de l'information et de la communication/EM-ANP, avant de clôturer la cérémonie par un spectacle de feux d'artifices, commémorant l'évènement, selon le communiqué.

CRÉBUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION

SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION

SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF

ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz

Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LOGEMENT, SANTÉ ET NUMÉRIQUE

Les piliers d'une souveraineté renforcée

Les projets inaugurés à l'occasion de la Fête de l'indépendance témoignent d'une volonté de renforcer la souveraineté du pays, améliorer les conditions de vie des citoyens et soutenir la croissance économique.

Les projets lancés et inaugurés à l'occasion de la célébration du 64^e anniversaire de la Fête de l'indépendance revêtent un caractère hautement stratégique. Ils s'inscrivent dans une vision globale visant à bâtir une Algérie moderne, attachée à son caractère social, tout en renforçant sa souveraineté économique, numérique et sanitaire, a affirmé, hier, l'enseignant en sciences économiques, le Dr Houari Tighersi.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le spécialiste a estimé que ces réalisations revêtent des dimensions politiques, économiques, sociales et technologiques, traduisant la volonté de l'État de poursuivre la construction d'une économie nationale plus performante et plus résiliente.

Le Dr Tighersi a souligné que le lancement de l'opération de distribution de plus de 179 000 logements, toutes formules confondues, à travers les différentes wilayas du pays, illustre une conception élargie de l'indépendance. Celle-ci ne se limite pas à la souveraineté politique, mais englobe également la garantie des droits fondamentaux du citoyen, notamment le



droit au logement. Il a rappelé que depuis l'élection du président Abdelmadjid Tebboune, près de 1,2 million de logements ont été réalisés en Algérie, qualifiant ce bilan

d'«exceptionnel» au regard des performances enregistrées dans plusieurs pays développés, où la programmation de quelques dizaines de milliers de logements par an est déjà considérée comme un accomplissement majeur.

Selon lui, cette politique a permis de consolider la confiance des citoyens dans les mécanismes de soutien social de l'État. Il a cité, à cet égard, le succès des plateformes numériques dédiées au logement, notamment la plateforme AADL, qui a enregistré plus de 900 000 demandes après sa mise à jour, la majorité émanant de jeunes demandeurs. Le spécialiste a ajouté que le

secteur du bâtiment et des travaux publics est devenu un véritable moteur de croissance économique grâce à son effet d'entraînement sur de nombreuses filières industrielles, à la création d'emplois et à l'augmentation de la production nationale de matériaux de construction.

RENFORCER LA SOUVERAINÉTÉ SANITAIRE

Dans le domaine de la santé, le Dr Tighersi a salué l'inauguration de l'hôpital spécialisé dans les maladies et la chirurgie cardiaques pédiatriques, estimant que cette infrastructure permettra d'améliorer la prise en charge des enfants en Algérie et de limiter les évacuations sanitaires vers l'étranger. Il a également qualifié de «projet d'avenir» la pose de la première pierre

de l'Institut algérien de thérapie cellulaire et génique. À ses yeux, cette réalisation constitue une étape majeure dans le développement de la médecine hautement spécialisée, de la recherche scientifique et de l'innovation biomédicale.

Le projet contribuera, selon lui, à renforcer les capacités nationales dans les domaines de la médecine régénérative, à développer les compétences scientifiques algériennes et à réduire progressivement la dépendance du pays à l'égard des infrastructures médicales étrangères.

EFFICACITÉ DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

Évoquant les perspectives économiques, le Dr Tighersi a estimé que le maintien du modèle social algérien exige une diversification accrue de l'économie nationale ainsi qu'une amélioration de la gestion des finances publiques.

Il a plaidé pour une accélération de la transformation numérique de l'administration afin d'assurer un meilleur suivi des projets publics, d'optimiser la collecte des données, de renforcer les mécanismes de contrôle et de limiter les écarts entre les prévisions budgétaires et les dépenses effectives.

Enfin, il a considéré que les grands projets lancés par les pouvoirs publics nécessitent une nouvelle dynamique dans leur mise en œuvre, reposant sur l'innovation, les compétences nationales et une gouvernance plus performante.

Pour le spécialiste, ces réalisations traduisent la volonté de l'État d'investir simultanément dans les infrastructures, le capital humain, la santé, le logement et la transformation numérique, avec pour objectif de consolider les fondements d'une Algérie moderne, souveraine et tournée vers le développement durable. **I. Khermane**

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Les nouveaux défis de l'Algérie

L'inauguration du Centre national algérien des services numériques constitue une avancée majeure dans la stratégie nationale de transformation numérique et un jalon essentiel sur la voie de la souveraineté technologique de l'Algérie. C'est ce qu'a affirmé, hier, Hacène Derrar, maître de conférences à l'École nationale supérieure de management (ENSM) et expert en stratégie du numérique, lors de son intervention sur les ondes de la Radio Chaîne III de la Radio algérienne.

Selon lui, les nouvelles infrastructures inaugurées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'inscrivent dans une vision stratégique portée au plus haut niveau de l'État, qui a érigé le numérique au rang de priorité nationale, au même titre que les enjeux de sécurité énergétique, alimentaire et sanitaire.

«Ces réalisations ne sont pas le fruit du hasard. Elles traduisent une volonté politique constante et une mobilisation de l'ensemble des institutions concernées», a-t-il déclaré, saluant les efforts du Haut-Commissariat à la numérisation, des différents ministères ainsi que des organismes en charge de la cybersécurité et de la protection des données à caractère personnel.

Pour Hacène Derrar, le Centre national algérien des services numériques constitue, désormais, le socle de l'infrastructure numérique souveraine de l'Algérie.

Le dispositif s'appuie sur deux centres de données gouvernementaux implantés à Alger et à Blida. Fonctionnant en mode



redondant, ces installations garantissent une haute disponibilité des services. Elles sont interconnectées à près de 80 institutions et départements ministériels via un réseau sécurisé, totalement indépendant d'Internet, assurant ainsi la confidentialité et la fiabilité des échanges de données de l'État. L'expert a également mis en avant le lancement du portail national des services publics numérisés, Algeria Digital Services, qui offrira, dans une première phase, l'accès à 21 services administratifs relevant de six départements ministériels.

Cette offre sera progressivement enrichie pour atteindre une cinquantaine de services d'ici à la fin de 2027, avant de dépasser les 150 services numériques à l'horizon 2028.

UN ENJEU STRATÉGIQUE

L'un des principaux acquis de cette nouvelle infrastructure réside, selon Hacène

Derrar, dans la capacité de l'Algérie à héberger ses données sur son propre territoire.

Il rappelle que la majorité des données africaines demeure encore stockée à l'étranger, alors qu'un nombre restreint de pays concentre l'essentiel des capacités mondiales de traitement et de stockage.

«Héberger les données des citoyens et des institutions en Algérie constitue une véritable avancée vers la souveraineté numérique», a-t-il souligné. L'expert a également insisté sur le haut niveau de sécurité des nouveaux centres de données, certifiés selon des normes internationales grâce, notamment, à l'implication de l'Agence de la sécurité des systèmes d'information et de l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel. À terme, ces infrastructures permettront également aux entreprises publiques et privées d'accéder à des services nationaux de cloud computing, favorisant ainsi l'essor de l'économie numérique.

L'ADHÉSION DES CITOYENS, UN FACTEUR DÉTERMINANT

Au-delà des infrastructures, Hacène Derrar souligne que le principal défi est l'appropriation des services numériques par les citoyens. La réussite de cette transformation dépendra de l'usage des plateformes électroniques, qui doivent être simples, rapides et fiables.

Il plaide pour une vaste campagne nationale de sensibilisation afin de déve-

lopper une culture de confiance numérique, ainsi que pour des dispositifs d'accompagnement, notamment des médiateurs numériques dans les communes et les bureaux de poste afin d'aider les usagers dans leurs démarches, en particulier pour l'identité numérique.

Selon lui, la généralisation des services en ligne permettra de réduire la bureaucratie, de renforcer la transparence et d'améliorer la traçabilité des procédures. Le numérique, affirme-t-il, doit devenir le mode normal de fonctionnement de l'administration afin de produire des résultats concrets dans le quotidien des citoyens.

UN LEVIER POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE

Pour Hacène Derrar, la transformation numérique ne se limite pas à la modernisation des services administratifs. Elle constitue également un puissant outil d'aide à la décision publique.

L'interconnexion des administrations et le partage sécurisé des données permettront à l'État de disposer d'informations plus fiables pour élaborer ses politiques publiques, améliorer la planification économique et renforcer la gouvernance.

Cette interopérabilité des systèmes d'information favorisera, en outre, une meilleure coordination entre les institutions publiques, une optimisation des ressources administratives et une amélioration continue de la qualité des services rendus aux citoyens. **I.K.**

CORRIDOR TRANSSAHARIEN

Remodeler la géographie économique de l'Afrique

Véritable projet géoéconomique, le corridor ferroviaire transsaharien entre l'Algérie, le Niger et le Nigeria vise à structurer un nouvel axe entre l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest. Mais derrière cette ambition d'intégration continentale, se dessinent de forts enjeux de souveraineté, de sécurité et de gouvernance.

Le projet de corridor ferroviaire transsaharien reliant l'Algérie, le Niger et le Nigeria dépasse largement la logique d'une simple infrastructure de transport. Il s'agit d'un projet à forte portée géoéconomique, susceptible de reconfigurer les équilibres économiques du continent africain en créant une liaison terrestre continue entre la Méditerranée et le golfe de Guinée.

En reliant trois espaces économiques aux profils complémentaires, ce corridor pourrait renforcer l'intégration régionale, fluidifier les échanges et soutenir les ambitions de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), encore freinée par de fortes contraintes logistiques.

Les réseaux de transport africains restent marqués par une organisation héritée de la période coloniale, centrée sur les exportations vers les littoraux plutôt que sur les échanges intra-africains. Résultat : les économies du continent demeurent faiblement connectées entre elles, et les flux commerciaux passent majoritairement par les ports et les marchés extérieurs.

Dans ce contexte, un axe ferroviaire nord-sud traversant le Sahara pourrait représenter une rupture majeure. Au-delà de la seule réduction des temps de transport, il offrirait une nouvelle colonne vertébrale logistique reliant l'Afrique du Nord, le Sahel et l'Afrique de l'Ouest.

EN PHASE AVEC LES MUTATIONS DE LA LOGISTIQUE MONDIALE

Le projet s'inscrit également dans une tendance mondiale de recomposition des chaînes d'approvisionnement. La pandémie de la Covid-19, les tensions géopolitiques et les enjeux de transition énergétique ont mis en évidence la nécessité de systèmes



logistiques plus résilients et moins centralisés. Dans cette dynamique, les infrastructures transfrontalières deviennent des outils stratégiques de diversification des routes commerciales. Pour l'Afrique, le corridor transsaharien pourrait réduire la dépendance aux seules façades maritimes et renforcer la circulation des biens à l'échelle continentale.

DES COMPLÉMENTARITÉS ÉCONOMIQUES FORTES

Sur le plan économique, les complémentarités entre les trois pays concernés sont significatives. Le Niger et plusieurs États sahéliens disposent de ressources minières importantes, mais souffrent d'un enclavement structurel et de coûts de transport élevés.

L'accès simultané aux ports méditerranéens et atlantiques permettrait de diversifier les débouchés commerciaux et de renforcer la compétitivité des économies locales.

L'Algérie, de son côté, pourrait consolider son rôle de plateforme logistique vers l'Europe et le Bassin méditerranéen, tandis que le Nigeria renforcerait sa position de moteur industriel de l'Afrique de l'Ouest. À terme, le corridor pourrait favoriser l'émergence de nouvelles zones industrielles et de services le long de son tracé.

UNE DIMENSION ÉNERGÉTIQUE STRATÉGIQUE

Au-delà du transport de marchandises, le projet pourrait également intégrer une dimension énergétique. La cohabitation de

corridors ferroviaires et de pipelines est régulièrement envisagée dans ce type de méga-projets afin d'optimiser les coûts et les infrastructures.

L'Algérie et le Nigeria, deux grands producteurs de gaz naturel, disposent de ressources complémentaires susceptibles de soutenir un axe énergétique transsaharien. Celui-ci pourrait contribuer à la sécurité énergétique régionale et ouvrir de nouveaux débouchés au sein du continent africain et vers la Méditerranée.

DES DÉFIS MAJEURS DE GOUVERNANCE ET DE SÉCURITÉ

Malgré son potentiel, le corridor transsaharien fait face à d'importants défis. Les contraintes du Sahara — climat extrême, vastes distances et faible densité de population — compliquent la réalisation d'infrastructures ferroviaires de grande ampleur.

Le projet implique également plusieurs États aux priorités et aux capacités institutionnelles différentes. Sans une gouvernance commune et une coordination efficace, le risque de fragmentation demeure élevé. À cela s'ajoutent les défis sécuritaires dans certaines zones du Sahel, qui exigent une coopération régionale renforcée.

Sur le plan financier, le corridor nécessitera des investissements publics, privés et multilatéraux. Mais sa réussite dépendra surtout de sa viabilité économique à long terme et de la capacité des États partenaires à mener un projet transfrontalier sur plusieurs décennies.

Au-delà de sa dimension technique, le corridor pourrait devenir un levier majeur d'intégration économique en Afrique. Son succès reposera avant tout sur une gouvernance stable, durable et coordonnée.

Synthèse Smail ROUHA

LOGEMENT

2,1 millions d'unités distribuées

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a affirmé, dimanche, que les réalisations enregistrées dans le secteur du logement traduisent la volonté du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de faire du droit au logement une priorité nationale. S'exprimant lors de l'inauguration du nouveau pôle urbain Ahmed-Taleb-El Ibrahim à Rahmania (ouest d'Alger), le ministre a indiqué que plus de 2,1 millions de logements ont été distribués depuis 2020. Selon lui, ces résultats illustrent un projet de développement «humain et civilisationnel», visant à bâtir une «Algérie nouvelle».

Il a souligné que la politique actuelle repose sur la création de pôles urbains et de villes intégrées dotées de toutes les infrastructures nécessaires afin d'améliorer le cadre de vie des citoyens. Ces projets sont réalisés avec des compétences et des moyens nationaux, a-t-il précisé.

Le ministre a enfin estimé que les nouveaux programmes ne se limitent pas à la construction de logements, mais participent à la création de véritables villes modernes, porteuses d'espoir et d'égalité des chances.

TRANSPORTS

Un vol direct Alger-Koweït bientôt lancé



L'ambassadeur d'Algérie au Koweït, Omar Belhadj, a affirmé que les relations koweïto-algériennes constituent un modèle de relations fraternelles arabes, fondées sur des liens historiques solides et une volonté commune des dirigeants des deux pays de renforcer la coopération dans divers domaines. Il a indiqué que la prochaine phase verra davantage d'efforts pour développer le partenariat économique, d'investissement et touristique, reflétant la solidité des relations politiques entre les deux pays.

Ces déclarations ont été faites en marge de la célébration du 64e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Il a rappelé le parcours de lutte du peuple algérien, soulignant que l'indépendance obtenue le 5 juillet 1962 n'était pas un cadeau du colonisateur, mais le résultat d'un long combat et de grands sacrifices consentis par le peuple algérien pendant plus de 130 ans, couronnés par la glo-

rieuse guerre de libération. Concernant les relations avec le Koweït, Omar Belhadj a souligné que les deux pays entretiennent des relations politiques distinguées et une coordination continue sur diverses questions d'intérêt commun. Il a ajouté qu'il existe une volonté mutuelle de traduire ce rapprochement politique en partenariats économiques, commerciaux et d'investissement plus larges, au service des intérêts des deux pays et de leurs peuples frères.

Il a également indiqué que l'Algérie et le Koweït partagent des positions convergentes en faveur de l'action arabe commu-

ne et du renforcement de la sécurité et de la stabilité dans la région, ainsi qu'un engagement en faveur du dialogue et du respect de la souveraineté des États, ce qui a contribué à renforcer les relations bilatérales et à les rendre plus solides et stables.

L'ambassadeur a révélé l'existence d'une coordination avancée pour le lancement d'une ligne aérienne directe entre l'Algérie et le Koweït, précisant que le projet a reçu l'approbation des autorités compétentes des deux pays et devrait être inauguré dans les plus brefs délais. Ce projet est important

pour faciliter les déplacements, dynamiser le tourisme, augmenter les échanges commerciaux et renforcer la communication entre les hommes d'affaires et la communauté algérienne au Koweït. Il a également appelé les membres de la communauté algérienne à continuer de représenter au mieux leur pays, affirmant qu'ils constituent un pont pour renforcer les relations fraternelles entre les deux peuples, tout en saluant l'attention et l'estime dont bénéficie la communauté algérienne au Koweït.

Il a conclu en affirmant que les relations koweïto-algériennes offrent de grandes opportunités de croissance, grâce au soutien des dirigeants des deux pays, exprimant sa confiance dans le fait que la prochaine étape verra une coopération accrue dans les domaines économique, d'investissement, culturel et touristique, renforçant les intérêts communs et élevant les relations bilatérales vers des horizons plus larges.

RETOUR EN FORCE DU PÉTROLE ALGÉRIEN

Le seuil du million de barils dépassé

Cette évolution, portée par la hausse des quotas et la dynamique de Sonatrach, pourrait renforcer les finances publiques et relancer les marges de manœuvre économiques du pays.

Dans une démarche stratégique mettant fin à une longue période de retenue et de restrictions strictes de production, l'Algérie, en coordination avec les membres de l'OPEP+, a adopté une décision majeure d'équilibrage, inédite depuis plusieurs mois. Selon celle-ci, le pays franchirait le seuil du million de barils par jour de pétrole brut à partir d'août 2026.

Cette mesure constitue un véritable « levier de redressement financier offensif », en contradiction avec les prévisions pessimistes des banques internationales (telles que Citigroup), lesquelles misaient sur une chute du Brent vers 60 dollars et une baisse des revenus des pays producteurs, en raison de l'apaisement géopolitique dans le détroit d'Ormuz.

Cette hausse de production revêt une importance historique, car l'Algérie avait quitté le club du « million de barils » en août 2023, lorsqu'elle avait engagé une série de réductions volontaires dans le cadre de l'OPEP+ afin de stabiliser le marché. Depuis lors, la production est restée, pendant trois ans, sous ce seuil symbolique (entre 950 000 et 990 000 barils par jour).

Le franchissement de ce seuil à l'été 2026, avec un niveau officiel de 1,001 million de barils par jour, constituerait un tournant majeur, mettant fin à une période de restrictions et offrant au Trésor public un avantage de volume (volume avantage) nécessaire pour financer les projets de développement.

Cette révision fait suite à la décision des sept pays, lors d'une réunion tenue par



visioconférence dimanche, d'augmenter la production collective de 188 000 barils par jour pour le mois d'août, dans le cadre d'un retour progressif et contrôlé des quotas. En vertu de cette décision, le niveau de production requis pour l'Algérie serait relevé de 6 000 barils par jour, pour atteindre 1,001 million de barils par jour à compter du mois d'août prochain. Les pays participants ont réaffirmé leur engagement envers les mécanismes de coopération et de conformité afin de maintenir l'équilibre du marché pétrolier.

SONATRACH ET LES CONTRATS GAZIERS

Grâce à cette décision, la planification

financière algérienne se retrouverait dans une position de force inédite.

Dépasser le million de barils permettrait à la société Sonatrach d'exploiter ses installations à pleine capacité, en bénéficiant des partenariats internationaux récemment conclus.

Cette hausse de la production pétrolière s'ajoute à la forte demande mondiale de gaz naturel algérien, offrant ainsi au Trésor une marge de manœuvre pour financer les grands projets de 2026 et 2027. D'autant plus que les contrats gaziers de long terme, indexés sur le pétrole, bénéficieraient de cette stabilité.

L'Algérie accélère également la modernisation de ses raffineries et le développe-

ment de la pétrochimie afin de produire des produits à plus forte valeur ajoutée, au lieu de se limiter à l'exportation de pétrole brut.

Cette transformation permettrait d'améliorer les marges et de répondre à la demande intérieure croissante.

RÉSERVES SOUVERAINES ET DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Les revenus supplémentaires alimenteraient le Fonds de régulation des recettes ainsi que les réserves de change de la Banque d'Algérie, renforçant ainsi la stabilité du dinar face aux chocs externes.

Cependant, cette évolution mettrait aussi en évidence la nécessité de poursuivre et d'accélérer la diversification de l'économie hors hydrocarbures, car la dépendance aux ressources pétrolières demeure un risque structurel.

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) œuvre à améliorer le climat des affaires et à soutenir les secteurs industriel, agricole et touristique, afin de bâtir une base économique plus diversifiée et durable.

Cette décision de l'OPEP+ pour 2026 constituerait un tournant stratégique confirmant le poids énergétique et diplomatique de l'Algérie.

Le retour au seuil du million de barils après trois ans d'absence représenterait une opportunité historique, qui devrait être transformée en levier de développement économique durable et en renforcement de la souveraineté financière du pays.

COMMERCE EXTÉRIEUR

L'instruction de Kamel Rezig

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le professeur Kamel Rezig, a présidé, hier au siège du ministère, une réunion de travail avec les cadres du secteur. Cette rencontre a été consacrée à l'examen des dossiers des opérateurs économiques et à la validation des programmes prévisionnels d'importation pour le second semestre 2026, ainsi qu'à l'étude des moyens de renforcer les mécanismes d'accompagnement des exportateurs.

Le ministre a souligné la nécessité de procéder immédiatement à l'étude et au traitement des demandes des opérateurs économiques, et de les valider dès la finalisation des données requises via la plateforme numérique, afin d'accélérer le traitement des dossiers et



d'améliorer la qualité des services administratifs.

Kamel Rezig a également instruit les directeurs de mettre en place des équipes de permanence afin d'assurer la continuité de la prise en charge des demandes et de fournir un accompagnement efficace aux opérateurs économiques, en adéquation avec les exigences de l'activité économique et les préoccupa-

tions des investisseurs.

Dans le même contexte, le ministre a insisté sur l'importance pour les opérateurs économiques de régulariser leur situation vis-à-vis des services fiscaux et des caisses de sécurité sociale, cette condition étant indispensable pour finaliser les procédures liées à leurs dossiers.

S'agissant de l'exportation, le

ministre a appelé à accompagner la dynamique croissante que connaît le secteur, en écoutant les préoccupations des exportateurs et en y répondant avec la rapidité et l'efficacité nécessaires, afin de renforcer les exportations nationales et de consolider la présence du produit algérien sur les marchés internationaux.

En conclusion, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a donné une série d'instructions visant à améliorer la qualité de la performance administrative, conformément aux orientations de l'État visant à améliorer le climat des affaires, à promouvoir les exportations hors hydrocarbures et à faire de l'administration numérique un choix stratégique pour rapprocher le service des opérateurs économiques.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'or au plus haut depuis deux semaines

Les métaux précieux restent soutenus après un rapport sur l'emploi américain plus faible que prévu, ce qui renforce l'idée que la Réserve fédérale américaine pourrait ralentir ses hausses de taux. L'or se stabilise autour de 4 175 \$ l'once, proche de ses plus hauts récents après un gain hebdomadaire de plus de 2 %. L'argent, le platine et le palladium poursuivent aussi leur progression, dans un mouvement porté par les anticipations de politique monétaire plus accommodante et une demande d'investissement encore solide.

ENERGIE

De nouvelles orientations

Dans le cadre du suivi des différents dossiers liés à l'activité et à la gestion du secteur, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, hier, les travaux de la réunion du comité de coordination sectorielle, consacrée à l'étude et au suivi de plusieurs dossiers relatifs à l'activité et à la gestion du secteur. Cette réunion s'est tenue au siège du ministère, en présence de plusieurs cadres centraux du secteur ainsi que des responsables des organismes et institutions concernés. À cette occasion, des présentations ont été faites sur les dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Dans ce cadre, le ministre a donné une série d'orientations et d'instructions visant à améliorer les performances du secteur.

ALGÉRIE- BOSNIE-HERZÉGOVINE

Lancement d'un forum économique

À Sarajevo, la plantation du 251^e tilleul de l'Allée des Ambassadeurs à Dariva, en présence de l'ambassadeur algérien Mohammed Meraimi et du maire de Stari Grad Irfan Čengić, a été suivie d'échanges sur le renforcement de la coopération

entre la Bosnie-Herzégovine et l'Algérie.

Au-delà du geste symbolique lié à la fête de l'indépendance de l'Algérie, célébrée le 5 juillet, les discussions ont porté sur la volonté commune de développer les relations économiques

bilatérales. Le maire a proposé la création d'un forum économique Bosnie-Herzégovine-Algérie afin de rapprocher les milieux d'affaires et de favoriser de nouveaux partenariats, notamment en s'appuyant sur des coopérations existantes

comme celle avec Energoinvest.

Les deux parties ont salué cette initiative, qui vise à renforcer une coopération économique plus structurée entre Sarajevo et Alger, en complément des relations diplomatiques et culturelles déjà solides.

MÉDÉA

La production de liège en hausse

Une récolte prévisionnelle de plus de 200 quintaux de liège est attendue dans la wilaya de Médéa au titre de la campagne 2026, a-t-on appris auprès de la Conservation locale des forêts. Supervisée par l'Entreprise régionale de génie rural (ERGR), la campagne de récolte de liège a débuté il y a une semaine et concerne deux sites forestiers situés au niveau des communes de Berrouaghia et de Tamesguida, a fait savoir l'inspecteur principal des forêts, Mokhtar Dif. Une première quantité de liège, estimée à 20 quintaux a été récoltée au cours de la première semaine, a-t-il indiqué, précisant que les hausses de température enregistrées durant le mois de juin favorisent le détachement naturel de l'écorce de liège du tronc de l'arbre. Le volume des précipitations enregistré durant l'automne et l'hiver a permis le développement des parcelles des arbres de chêne-liège au niveau des sites concernés, a-t-il noté. Le même responsable assure que les prévisions de récolte pourraient être revues à la hausse pour atteindre les 500 quintaux, vu l'abondance de la matière première au niveau de ces deux sites. Le liège récolté est destiné à alimenter le secteur de l'industrie de transformation, notamment la bouchonnerie fine, l'isolation thermique et la décoration intérieure, a précisé Mokhtar Dif. Durant la campagne 2025, la récolte était de 116 quintaux, impactée notamment par la sécheresse, a-t-il rappelé. Dans la commune de Bir Ghbalou, les autorités locales ont procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un collège d'enseignement moyen (CEM) et d'une école primaire.

TÉBESSA

Relogement de 21 familles

Pas moins de 21 familles qui résidaient cité Ali-Mahni à Tébessa, viennent d'être relogées dans des appartements neufs situés dans la cité Mizab, a indiqué, samedi, le chef de la daïra de Tébessa, Zouhir Cherki. Le même responsable a précisé à l'APS que ses services, en coordination avec les autorités concernées, ont piloté cette opération dans le cadre du programme d'éradication de l'habitat précaire. Il a ajouté que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le succès de cette opération qui s'est déroulée «dans de bonnes conditions d'organisation, suscitant la joie des familles bénéficiaires». M. Cherki a conclu en faisant savoir que le foncier sur lequel avaient été bâties les habitations évacuées «servira ultérieurement à la réalisation d'équipements publics».

BOUIRA
Le projet de l'hôpital d'Ain Bessam relancé

D'importants projets de développement ont été lancés et d'autres relancés samedi dernier par les autorités locales de la wilaya de Bouira.

Lors d'une visite dans la ville d'Ain Bessam, à 20 km à l'ouest de la wilaya, la wali de Bouira, Mme Houria Aggoune, a procédé à la relance du projet de réalisation du nouvel hôpital pour une enveloppe financière de 3,7 milliards de dinars, selon la fiche technique du projet. Inscrit en 2012 et lancé en 2014, ce projet a connu des arrêts de travaux dont le taux d'avancement n'a pas dépassé les 25%. Ces arrêts étaient dus à des «contraintes financières et techniques», selon les responsables locaux du secteur de la santé. Tant attendu par les habitants d'Ain Bessam, le projet a finalement été relancé dans la matinée par la cheffe



de l'exécutif local, Mme Aggoune, qui a donné à l'entreprise chargée des travaux des instructions pour livrer le projet dans un délai de 15 mois. A cet effet, elle a demandé à l'entreprise de renforcer le chantier et de mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires. Toujours dans la commune d'Ain Bessam, Mme Aggoune, a procédé, en compagnie d'autres responsables de la wilaya, au lancement du

projet de la réhabilitation du chemin communal n°4 reliant le chemin de wilaya n 97 à la Route nationale (RN 25) en passant par les villages de Trarfa, et d'Ouled Zidane, sur une distance de 6,5 km, selon les détails fournis par le directeur des travaux publics, Noureddine Gasmi. «Un montant de 47 millions de dinars a été alloué à cette opération qui sera réalisée dans un délai de 3 mois», a expliqué à l'APS M.

Gasmi. Le même responsable a ajouté en outre qu'un autre projet similaire a été lancé pour la réhabilitation et le renforcement de la RN 29 à Boudarbala (Ouest de Bouira), sur une distance de 12,7 km. L'enveloppe allouée à ce projet est de l'ordre de 450 millions de dinars, et un délai de six (06) mois a été accordé à l'entreprise pour le réaliser, a encore précisé le directeur des travaux publics. **APS**

BÉCHAR

Près de 100 foyers raccordés au gaz

Pas moins de 99 foyers ont été raccordés au réseau de distribution du gaz naturel dans la localité d'Oued Lakhdar, située dans la commune frontalière de Beni Ounif, à l'occasion des festivités marquant le 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. La mise en service de ce projet énergétique a été supervisée par les autorités de la wilaya, en présence des représentants de la daïra, de la commune de Beni Ounif, des responsables locaux du secteur de l'énergie, de la direction locale de distribution, filiale de Sonelgaz, ainsi que des représentants des habitants de la localité. Le projet a nécessité la réalisation d'un réseau de transport et de distribution du gaz naturel sur plus de 4 km, ainsi que l'installation de plusieurs équipements indis-

pensables à son fonctionnement, selon sa fiche technique. Pour sa concrétisation, un investissement public de plus de 68 millions de dinars a été mobilisé par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, précise la même source. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, ont souligné des responsables locaux de la direction de distribution, maître d'ouvrage de l'opération. Les festivités marquant le même anniversaire ont également été marquées par l'inauguration d'un nouveau bureau de poste dans la localité d'Oued Lakhdar. Réalisée par l'entreprise publique Algérie Poste, cette infrastructure, conforme aux normes en matière de prestations postales et financières, permettra d'améliorer la qualité des services

offerts aux habitants. Au chef-lieu de la commune de Beni Ounif, les autorités locales ont également procédé, à l'occasion de ces célébrations, à la baptismation de la gare ferroviaire du nom du martyr Jnan Dar Mohamed Abid.

CONSTANTINE

Deux nouveaux centres de stockage de céréales

Deux nouveaux centres de stockage de céréales, implantés dans la commune de Benbadis, dans la wilaya de Constantine, seront mis en service «prochainement», a indiqué dernièrement un responsable à la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), Amar Maza. Ces deux nouvelles structures, d'une capacité globale de stockage de 100.000 quintaux, ont été réalisées dans le cadre d'un programme national visant à renforcer les infrastructures de stockage des céréales, a fait savoir la même source. L'opération s'inscrit dans une démarche stratégique destinée à porter les capacités de stockage de céréales dans la wilaya à plus de deux millions quintaux, a-t-il indiqué. M. Maza a souligné que ces centres de proximité, répartis à travers plusieurs communes telles que Ibn Ziad, Zighoud Youcef, Ain Smara et Ain Abid, constituent un acquis pour garantir la collecte des récoltes céréalières durant la campagne moissons-battages en cours dans l'ensemble des zones agricoles de la wilaya. Les services agricoles de la wilaya de Constantine prévoient, au titre de la campagne agricole 2025-2026, une production de 2.5 millions de quintaux de céréales, a-t-on rappelé.

EL-MENIAA

Nécessité de livrer les projets routiers dans les délais

L'intensification des efforts pour accélérer les projets de réalisation et de modernisation de routes de la wilaya d'El-Meniaa, en vue de leur livraison dans les délais impartis, ont été soulignés par les autorités locales lors d'une réunion de coordination dédiée au suivi des projets de la wilaya, selon les services de la wilaya. Présidant cette réunion en présence des responsables et cadres du secteur des travaux publics DTP, des représentants des bureaux d'études et des entreprises réalisatrices, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a mis l'accent sur la nécessité d'hâter le rythme des travaux de réalisation, notamment la modernisation de la RN 1, et la réception des opérations dans les délais impartis. Le chef de l'exécutif a pris connaissance, à la lumière d'un



bilan succinct sur les projets en cours, des contraintes entravant les actions de développement, avant d'instruire les différents acteurs d'œuvrer au respect des normes techniques des travaux et des délais contractuels, au regard de l'importance de

ces projets pour l'amélioration du trafic routier, la sécurité routière et l'impulsion du développement local. Intervenant à ce titre, le DTP d'El-Meniaa, Lazhar Dada-Moussa, a relevé que les travaux de modernisation de la RN 1, au niveau de l'entrée Nord d'El-Meniaa, ont atteint un taux d'avancement appréciable, avant de signaler que le renforcement d'un tronçon de 19 km de cette route, au Nord de la commune de Hassi-Lefhal, devra être livré prochainement. Les travaux de renforcement et de modernisation de 87 km de la RN 1, entre El-Meniaa et In-Salah, connaissent également un avancement, a indiqué le même responsable, en signalant qu'un important lot de cet axe a été déjà livré, en attendant l'achèvement des tronçons restants.

SMART CITY INDEX 2026

Alger intègre le top africain de l'IMD Business School

Le Smart City Index 2026 de l'IMD Business School consacre la montée en puissance du continent africain, qui passe de six à neuf villes représentées.

Parmi elles, Alger s'impose comme un acteur clé de la transition numérique en Afrique du Nord. Cependant, pour transformer l'essai et intégrer le top 100 mondial, la capitale algérienne va devoir actionner un levier crucial : celui de la gouvernance et des réformes structurelles. Le paysage des métropoles connectées évolue rapidement. En 2019, seules six villes africaines figuraient dans le prestigieux Smart City Index de l'IMD Business School, le classement annuel qui évalue la qualité de vie numérique des grandes capitales mondiales. En 2026, elles sont désormais neuf à porter les ambitions technologiques du continent. Aux côtés de Rabat, Tunis, Le Caire, Le Cap, Abuja, Lagos, Nairobi et Accra, Alger confirme son statut de métropole numérique émergente. Ce classement évalue la performance des villes à travers deux prismes fondamentaux à savoir la technologie disponible (connectivité, outils numériques,



applications) et des structures existantes (institutions, services publics, cadre de vie, infrastructures). Si l'intégration d'Alger témoigne des efforts constants de l'Algérie pour numériser son économie et moderniser ses services urbains, le rapport de l'IMD soulève

un défi de taille pour la capitale. Malgré cette progression globale du continent, aucune ville africaine n'a encore réussi à franchir les portes du top 100 mondial. Le constat des experts de l'IMD est récurrent : la majorité des métropoles africaines, y compris

Alger, obtiennent de bien meilleurs scores en matière de déploiement technologique qu'en matière de structures. Pour qu'Alger progresse de manière significative dans les prochaines éditions, l'enjeu ne sera plus seulement d'installer de nouvelles

infrastructures numériques, mais bien d'investir massivement dans la gouvernance urbaine. Les technologies ne révèlent leur plein potentiel que lorsqu'elles s'appuient sur des institutions locales capables de les piloter efficacement au service des citoyens. Pour réussir ce pari, Alger doit éviter de copier-coller des modèles occidentaux ou asiatiques déconnectés de son territoire. De plus, le développement d'Alger en tant que ville intelligente devra répondre à des défis écologiques et énergétiques majeurs. Les grands projets de smart cities mondiaux sont extrêmement gourmands en électricité. Dans un contexte de transition énergétique, Alger devra concevoir des solutions numériques durables et sobres en énergie. Pour Alger, la route est tracée. Moins une question de manque d'ambition qu'un besoin de traduire les intentions technologiques en réalités institutionnelles concrètes pour les habitants.

AGRESSION BARBARE À TÉBESSA

Un moudjahid de 96 ans frôle la mort

La population de la ville et la famille révolutionnaire sont sous le choc après la lâche et violente agression criminelle qui a ciblé, à son domicile, le moudjahid Chorfi Maamar, figure emblématique de la guerre de libération âgée de 96 ans. Le bilan est dramatique : sa fille, âgée de 55 ans, a été sauvagement assassinée, tandis que le vieil homme a été grièvement blessé. Selon le témoignage poignant de son petit-fils, le drame s'est noué dans la soirée du 2 juillet. Des individus non identifiés ont frappé à la

porte de la maison familiale. À peine la fille du moudjahid avait-elle ouvert qu'elle a été prise pour cible par les assaillants. Frappée à coups d'arme blanche au niveau de la tête et du cou, elle a succombé à ses blessures sur le coup. Déterminés, les criminels se sont ensuite dirigés vers la chambre du moudjahid. Le nonagénaire a été violemment tabassé, subissant de graves traumatismes crâniens, des hémorragies et de multiples fractures. Après avoir commis leur forfait, les agresseurs ont fait main

basse sur des bijoux en or ainsi qu'une somme d'argent, avant de prendre la fuite vers une destination inconnue. Le moudjahid se trouve actuellement admis au service des soins intensifs des urgences de l'hôpital Ibn Rochd, relevant du centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Annaba.

Afin de s'enquérir de près de son état de santé et s'assurer de sa prise en charge optimale, le DSP de Annaba s'est rendu à son chevet lors d'une visite d'inspection, accompagné du DG du CHU de Annaba. Aussitôt l'alerte donnée, les services de sécurité se sont déployés en force sur les lieux du crime pour procéder aux constatations d'usage, recueillir les indices scientifiques et sécuriser le périmètre. Une vaste enquête judiciaire a été immédiatement ouverte sous la supervision du parquet compétent. D'importants moyens humains et techniques ont été mobilisés afin de traquer les auteurs de ce crime odieux, de déterminer les circonstances exactes du drame et de les traduire devant la justice.

PUB

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE AIN DEFLA
DAIRA DE DJENDEL
COMMUNE DE DJENDEL
NIF : 30 233 251 441 0984

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du Décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hijja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et Conformément aux dispositions de l'article N° 56 de la Loi n° 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, le Président de l'Assemblée Populaire Communale, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à L'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° 04/2026, paru en date du 11/05/2026 au quotidien "السلامة" en langue Nationale et le 11/05/2026 au quotidien " CRÉBUS " en langue Française liée à la réalisation d'opération mentionnées dans le tableau ci-dessous, suite au PV de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres en date du 17/06/2026 pour l'attribution provisoire comme suit:

N°	Designation d'opération	Entreprise	Note Technique	Montant de l' offre proposée avec tous les frais (DA)	Montant de l'offre Après correction avec tous les frais (DA)	Délai d'exécution	OBS
01	Réalisation Du Réseau D'assainissement De Douar Sidi Belkacem (Touaibia, Ouled Belkacem et Rahmouni) sur une distance de 3770 M/L. 1 ^{ère} Tranche Avec Contrôle Technique.	ENTREPRISE DE GRANDS TRAVAUX PUBLICS ET HYDRAULIQUE BELKIRED YUCEF BOUAICHOUNE (W.MEDEA) NIF/ 19026590001215700000	46	15.002.984.50	15.002.984.50	60 JOURS	moins disant

Les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, à se rapprocher de services communale, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché.

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission communale des marchés, dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la publication du présent avis aux quotidiens nationaux.

NÉGOCIATIONS IRANO-AMÉRICAINES

Un nouveau round prévu le 11 juillet

Les discussions porteront principalement sur trois questions majeures : les sanctions américaines imposées à l'Iran, les avoirs iraniens gelés à l'étranger ainsi que le programme nucléaire iranien.

Un nouveau cycle de négociations entre les États-Unis et l'Iran devrait se tenir le 11 juillet au Pakistan, selon des informations rapportées samedi par la chaîne Al Arabiya, citant des sources anonymes. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts diplomatiques engagés ces dernières semaines pour consolider les avancées enregistrées entre les deux parties et tenter de parvenir à des accords sur plusieurs dossiers sensibles.

LE PAKISTAN PAYS HÔTE

D'après les mêmes sources, les discussions porteront principalement sur trois questions majeures : les sanctions américaines imposées à l'Iran, les avoirs iraniens gelés à l'étranger ainsi que le programme nucléaire iranien. Ces dossiers demeurent au cœur des divergences entre Washington et Téhéran et conditionnent l'évolution de leurs relations, malgré les récents signes d'ouverture observés de part et d'autre.

Le niveau de représentation de la délégation iranienne n'a pas encore été arrêté. Les autorités iraniennes devraient prendre une décision à l'issue des funérailles du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, dont le décès a profondément bouleversé la scène politique du pays et pourrait avoir une incidence sur le calendrier ainsi que sur les modalités de par-



ticipation de la délégation iranienne aux prochaines discussions. Cette nouvelle rencontre intervient dans le prolongement du protocole d'accord (MoU) signé le 18 juin entre les États-Unis et l'Iran. Ce document vise à favoriser une désescalade des tensions dans la région et à mettre un terme aux différents foyers de conflit, notamment au Liban, tout en créant un cadre propice à un dialogue plus régulier entre les deux capitales. Les discussions se sont poursuivies le 22 juin en Suisse, où des négociations techniques ont réuni des experts iraniens et américains. Elles faisaient suite à des consultations de haut niveau organisées

la veille entre les délégations des deux pays, sous la médiation du Pakistan et du Qatar. Ces réunions avaient pour objectif de préciser les modalités d'application du protocole d'accord et d'identifier les points susceptibles de faire l'objet d'un consensus.

LES MÉDIATEURS POURSUIVENT LEURS EFFORTS

Le 1er juillet, le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, Majed Al-Ansari, a confirmé que les médiateurs qataris et pakistanais avaient conduit des réunions séparées avec les négociateurs américains et iraniens. Selon lui, ces échanges ont

permis d'enregistrer des progrès positifs sur plusieurs questions liées à la mise en œuvre du protocole d'accord, sans toutefois révéler le contenu précis des compromis examinés. Au-delà des aspects techniques, ce nouveau rendez-vous diplomatique est considéré comme un test de la volonté politique des deux parties de maintenir le dialogue malgré les nombreuses tensions qui continuent de marquer leurs relations. Les négociations devraient permettre d'évaluer les conditions d'application des engagements déjà évoqués lors des précédentes rencontres, notamment les mécanismes de vérification, le calendrier des mesures susceptibles

d'être mises en œuvre de manière progressive et les garanties attendues par chacune des parties. Les médiateurs pakistanais et qataris poursuivent, de leur côté, un travail de concertation destiné à rapprocher les positions des deux délégations et à préserver le climat de confiance instauré ces dernières semaines. Leur rôle apparaît déterminant pour éviter un blocage des discussions et favoriser des compromis sur les questions les plus sensibles, qu'il s'agisse du nucléaire, de l'allègement des sanctions ou des enjeux sécuritaires régionaux. Les observateurs estiment que les résultats de cette réunion pourraient avoir des répercussions bien au-delà des relations bilatérales entre Washington et Téhéran. Une avancée sur les sanctions économiques ou sur le dossier nucléaire serait susceptible de contribuer à une détente plus large au Moyen-Orient, tout en renforçant les initiatives diplomatiques engagées pour stabiliser plusieurs foyers de crise. À l'inverse, un échec des discussions risquerait de raviver les tensions et de compliquer les efforts de médiation entrepris depuis plusieurs semaines. La rencontre du 11 juillet est ainsi attendue comme une étape décisive pour mesurer la capacité des deux parties à transformer les progrès enregistrés jusqu'à présent en engagements concrets et durables.

R.I/agences

GHAZA

Le Hamas dissout ses instances dirigeantes

Le mouvement islamiste palestinien Hamas a annoncé, lundi, la dissolution de ses instances dirigeantes dans la bande de Gaza, mettant officiellement fin à près de vingt années d'administration du territoire. Cette décision ouvre la voie à une nouvelle structure technocratique, le Comité national pour l'administration de Gaza (NCAG), appelé à assurer la gestion civile de l'enclave palestinienne dans le cadre des arrangements issus du cessez-le-feu.

Selon Ismaïl al-Thawabta, directeur du bureau des médias du gouvernement du Hamas, le président du comité d'urgence gouvernemental, Mohammed al-Farra, a présenté sa démission officielle afin de faciliter le transfert des responsabilités administratives vers le NCAG. Cette instance, dirigée par le Palestinien Ali Shaath et basée au Caire, a été créée sous l'impulsion du « Conseil de Paix » mis en place par le président américain Donald Trump lors des négociations ayant conduit au cessez-le-feu conclu en octobre 2025.

UNE RUPTURE AVEC PRÈS DE 20 ANS DE GOUVERNANCE

Cette annonce marque une évolution majeure pour le Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza depuis 2007 après avoir évincé le Fatah à l'issue d'affrontements internes palestiniens. Dès les premiers mois de la guerre déclenchée après l'attaque du 7 octobre 2023, le mouvement avait laissé entendre qu'il pourrait renoncer à la gestion directe de Gaza au profit d'une autre autorité palestinienne.

Pour le Hamas, cette décision vise à démontrer sa volonté de faciliter la mise en œuvre des



accords politiques tout en retirant à l'entité sioniste, selon ses dirigeants, un argument justifiant la poursuite des opérations militaires dans l'enclave. Son porte-parole, Hazem Qassem, a estimé que le mouvement renonçait à administrer Gaza afin de priver « l'occupation de tout prétexte pour poursuivre son agression ».

Selon des sources palestiniennes, les autres factions ont été informées de cette décision lors d'une récente réunion organisée au Caire. Toutefois, le déploiement du NCAG sur le terrain demeure incertain, plusieurs informations faisant état de réserves sionistes concernant son installation dans la bande de Gaza.

Malgré cette évolution institutionnelle, les observateurs estiment que le principal obstacle à une solution durable reste inchangé. Le désarmement du Hamas continue de constituer le point de blocage central des négociations. Le mouvement affirme qu'il ne remettra ses armes que dans le cadre d'un règlement politique global de la question palestinienne, une condition rejetée par l'entité sioniste, qui exige au contraire un désarmement préalable.

Pour le politologue gazaoui Mkhaimar Abu-sada, la dissolution des structures gouvernementales du Hamas revêt avant tout une portée symbolique. Selon lui, la question décisive demeure celle du statut militaire du mouvement, sans laquelle aucune transition politique ne pourra réellement aboutir.

UNE TRANSITION LOIN D'ÊTRE ACQUISE

Une source diplomatique ayant participé aux discussions au Caire estime également que cette initiative permet au Hamas d'afficher sa coopération avec le processus de transition tout en cherchant à mettre en évidence ce qu'il considère comme le non-respect par l'entité sioniste de plusieurs engagements liés au cessez-le-feu.

Sur le terrain, la deuxième phase de la trêve reste paralysée. Alors qu'elle devait prévoir le retrait progressif des forces sionistes et le désarmement du Hamas, les discussions n'ont enregistré aucune avancée significative. L'armée sioniste a, au contraire, consolidé sa présence dans plusieurs secteurs de l'enclave, tandis que la gouvernance de Gaza après la guerre demeure l'un des dossiers les plus sensibles des négociations.

L'entité sioniste continue d'exclure tout retour du Hamas au pouvoir, mais refuse également, à ce stade, un rétablissement de l'administration directe de l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza. Dans ce contexte, les deux parties s'accusent mutuellement de violations du cessez-le-feu, alors que la situation humanitaire et sécuritaire reste extrêmement fragile malgré l'entrée en vigueur de la trêve.

LIBAN

Joseph Aoun réclame un retrait sioniste

Le président libanais, Joseph Aoun, a appelé à intensifier les pressions sur l'entité sioniste afin d'obtenir son retrait des territoires qu'il occupe au Liban, estimant que cette présence compromet la souveraineté de l'État, le déploiement de l'armée et les perspectives d'une paix durable.

Lors d'un entretien par visioconférence avec la Task Force for Lebanon, il a souligné que l'armée et les forces de sécurité constituent le principal garant de la stabilité dans le sud et du retour des populations déplacées. Il a également affirmé qu'un retour de la guerre civile n'était pas envisageable au Liban.

Joseph Aoun a demandé le soutien américain à la mise en œuvre de l'accord conclu avec l'entité sioniste sous médiation de Washington. Selon lui, le retrait sioniste demeure la condition essentielle à toute avancée du processus de paix. Il a enfin précisé que la suspension des recours entre les deux pays reste limitée à la durée des négociations.

LA NORVÈGE ET L'ANGLETERRE EN QUARTS

Le Brésil et le Mexique éliminés

Le Seleçào rentre à la maison, très loin des attentes placées dans les quintuples champions du monde.

Erling Haaland a propulsé la Norvège en quarts de finale pour la première fois de son histoire, en s'imposant 2-1 contre le Brésil grâce à deux buts coup sur coup aux 79e et 90e minutes.

Longtemps discret et peu servi, Haaland a échangé avec le sélectionneur Ståle Solbakken lors de la pause fraîcheur de la seconde période. Ce dernier lui a demandé de puiser dans ses réserves et de se lâcher.

Haaland s'est réveillé au moment crucial, plaçant la partie droite de son front sur le ballon après un service parfait d'Andreas Schjelderup, entré en jeu à la mi-temps.

À l'autre bout du terrain, le gardien Ørjan Nyland a réalisé un arrêt capital dès le début, en se couchant sur sa gauche pour repousser le penalty de Bruno Guimarães à la 14e minute, puis en déviant de la main gauche une frappe d'Endrick en fin de match alors que la Norvège défendait un avantage d'un but.

Le seul but concédé par Nyland est venu de Neymar sur un penalty en toute fin de temps additionnel, qui n'a changé que le score final. Neymar, 34 ans, a indiqué qu'il s'agissait de son dernier match avec la sélection brésilienne.

« C'est peut-être un moment qui entrera dans l'histoire de la Norvège, a estimé Haaland. Tout le monde doit simplement en profiter. C'est une journée complètement folle. C'est l'une des journées les plus dingues de l'histoire norvégienne. Il faut juste la savourer, l'accepter et profiter de l'instant. »

Cette victoire de la Norvège figure parmi les plus marquantes de l'histoire du football masculin du pays. La sélection féminine a remporté la Coupe du monde en 1995, mais les hommes ne s'y sont qualifiés que quatre fois, et plus depuis 1998. Ils n'avaient jamais dépassé les huitièmes de finale.

Le Brésil rentre à la maison, très loin des attentes placées dans les quintuples champions du monde. L'ogre mondial voit sa série de présences en quarts de finale s'arrêter à huit, avec une élimination avant ce stade pour la première fois depuis 1990.

LE RÊVE DU PAYS HÔTE BRISÉ

La Norvège affrontera l'Angleterre en



quarts de finale, après la victoire de cette dernière contre le pays coorganisateur, le Mexique, au terme d'un match spectaculaire dans son légendaire Estadio Azteca, à Mexico.

Jude Bellingham a été l'homme du match, inscrivant deux buts en l'espace de 98 secondes, tandis que Harry Kane a transformé un penalty alors que l'Angleterre était réduite à dix.

Bellingham a stupéfié les plus de 80 000 spectateurs dans un stade où le Mexique restait invaincu en dix matchs de Coupe du monde, dont trois cette année, en marquant de la tête à la 36e minute puis de nouveau à la 38e sur une passe de Kane.

Julián Quiñones a marqué pour le Mexique à la 42e minute, et le match a semblé basculer en faveur du Mexique quand l'Anglais Jarell Quansah a été expulsé à la 54e pour une faute dangereuse sur Jesús

Gallardo.

Mais l'Angleterre a obtenu un penalty après une sortie du gardien mexicain Raúl Rangel, que Kane a transformé pour inscrire son sixième but dans ce tournoi et le 14e de sa carrière en Coupe du monde.

Kane compte désormais six buts dans cette édition, à une unité de Lionel Messi, Kylian Mbappé et Erling Haaland dans la course au Soulier d'or.

Kane a ensuite commis une faute qui fait de lui le premier joueur, au moins depuis 1966, à marquer et concéder un penalty dans un match de Coupe du monde. Raúl Jiménez a transformé la sanction, avec une course hachée, pour ramener El Tri à 3-2.

Le Mexique a attaqué sans relâche durant les 21 dernières minutes, plus 11 minutes de temps additionnel, mais le gardien Jordan Pickford et la défense anglaise ont tenu bon.

●BRÉSIL

NEYMAR RACCROCHE

Dans la foulée de l'élimination du Brésil face à la Norvège (2-1) en huitièmes de finale de la Coupe du monde, Neymar aurait annoncé la fin de sa carrière internationale.

L'histoire retiendrait que la boucle s'est bouclée là où tout avait commencé, seize ans plus tôt, sur la pelouse du MetLife Stadium dans le New Jersey. Dimanche soir, le couperet serait tombé pour le Brésil, éliminé dès les huitièmes de finale de la Coupe du monde par une vaillante équipe de Norvège (2-1), portée par un doublé d'Erling Haaland. Mais au-delà de la déroute sportive d'une Seleçào méconnaissable, c'est une page importante et mouvementée du football brésilien qui se serait tournée dans les couloirs du stade américain. Abattu, le visage marqué par l'émotion, Neymar aurait annoncé la fin de sa carrière internationale à l'âge de 34 ans. Entré en cours de seconde période pour tenter de faire basculer le match, le joueur du Santos FC aurait traversé cette fin de rencontre comme un résumé de sa carrière en sélection : entre gestes d'agacement, cartons évitables et un dernier sursaut. Il aurait réduit l'écart à la 90+10e minute sur penalty, sans toutefois permettre à son équipe de revenir au score.

« J'AI ESSAYÉ DE TOUTES MES FORCES »

Au coup de sifflet final, rattrapé par la déception, l'ancien joueur du Paris Saint-Germain se serait effondré sur la pelouse avant de livrer ses adieux en zone mixte, confirmant que son rêve de remporter une nouvelle Coupe du monde venait de s'éteindre. « J'ai essayé. J'ai essayé de toutes mes forces. Tout a commencé ici, au MetLife Stadium, lors de mes débuts en sélection en 2010. Et aujourd'hui, cela se termine au même endroit. C'est fini maintenant, je ne porterai plus ce maillot », aurait-il déclaré, la voix brisée par l'émotion.

Rappelé pour encadrer la nouvelle génération après une longue absence, Neymar quitterait la sélection avec un bilan statistique remarquable : 130 sélections et 80 buts, ce qui ferait de lui le meilleur buteur de l'histoire de la Seleçào, devant Pelé. Malgré ce record et un titre olympique en 2016, cette fin de parcours laisserait un sentiment d'inachevé, tant sa carrière internationale aura été marquée par les blessures et les désillusions lors des grands rendez-vous.

●GHANA

CARLOS QUEIROZ QUITTE LA SÉLECTION



« Je quitte cette aventure avec la fierté de ce que nous avons accompli, mais aussi avec la saine insatisfaction de ceux qui ont toujours voulu davantage », a écrit sur son compte Instagram le technicien de 73 ans, qui était arrivé à la tête de la sélection ghanéenne en avril dernier.

Entraîneur chevronné, Carlos Queiroz avait dirigé d'autres sélections lors de précédentes éditions de la Coupe du monde, le Portugal en 2010 et l'Iran en 2018 et 2022. Il avait également connu un passage décevant à la tête de la Colombie entre février 2019 et décembre 2020. Lors de sa nomination il y a trois mois, la Fédération ghanéenne n'avait pas fait mention d'une durée de contrat au-delà de la Coupe du monde.

Qualifiés pour la phase à élimination directe de ce Mondial-2026 parmi les meilleurs troisièmes de la phase de poule (une victoire, un nul, une défaite), les Blacks Stars n'ont pas réussi à réitérer leur exploit de l'édition 2010, lors de laquelle ils avaient atteint les quarts de finale, où ils avaient été cruellement éliminés par

l'Uruguay.

●APRÈS UN PARCOURS HÉROÏQUE ACCUEIL TRIOMPHAL POUR LE CAP-VERT



Le Cap-Vert, petit archipel de 500 000 habitants et 64e au classement FIFA, a marqué les esprits pour sa première participation à la Coupe du monde 2026, en atteignant la phase à élimination directe.

Malgré une élimination en huitièmes de finale face à l'Argentine (3-2 après prolongation), les « Requins bleus » ont été célébrés à leur retour à Praia le 5 juillet 2026. Leur parcours a notamment été marqué par un match nul historique contre l'Espagne (0-0).

Le sélectionneur Bubista a salué « le travail et la résilience » de son équipe, affirmant que le groupe quitte la compétition « la tête haute ». Le ministre des Sports António Duarte a, lui, évoqué une confirmation du statut du Cap-Vert comme grande nation sportive.

Des milliers de supporters ont accueilli les joueurs en liesse, dans une ambiance encore plus symbolique puisque leur retour coïncidait avec le 51e anniversaire de l'indépendance du pays. Les célébrations doivent se poursuivre avec un défilé à travers la capitale et une réception officielle.

MC ALGER

Stage en Autriche et gros amicaux au menu

Le champion en titre souhaite profiter de cette phase pour affiner ses automatismes et préparer une saison qui s'annonce particulièrement exigeante sur plusieurs fronts.

Le Mouloudia d'Alger entamera, ce mardi, sa préparation pour la nouvelle saison avec un programme ambitieux comprenant un stage en Autriche ainsi que cinq matchs amicaux de haut niveau avant le début des compétitions officielles.

Les joueurs du Mouloudia d'Alger, sacrés champions nationaux, retrouveront le terrain pour la première séance d'entraînement au centre "Abderrahmane Aouf - Baba Hammoud" à Zéralda.

Selon un communiqué du club, le groupe dirigé par le capitaine Ayoub Abdellaoui suivra un programme de préparation intensif, marqué par un stage à l'étranger en Autriche et une série de rencontres amicales relevées, disputées aussi bien durant le stage qu'après le retour en Algérie. L'objectif est d'optimiser la préparation physique et d'affiner les automatismes avant la reprise.

La direction du club finalise actuellement les derniers détails du programme, en poursuivant les discussions avec plusieurs formations afin d'organiser cinq matchs amicaux en Algérie et en Autriche. Une rencontre supplémentaire pourrait également avoir lieu en Tunisie ou en Arabie saoudite.

La liste des adversaires potentiels est particulièrement prestigieuse, avec huit clubs en discussion : Lecce (Italie), Al-Hilal (Arabie saoudite), Al-Sailiya (Qatar), Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), Al-



Gharafa (Qatar), Al-Ittihad (Arabie saoudite), Al-Qadisiyah (Arabie saoudite) et le Club Africain (Tunisie). Cinq d'entre eux seront retenus pour ces confrontations amicales.

Le staff technique du "Doyen" espère tirer profit de ces tests afin d'évaluer l'état de forme du groupe et d'arrêter ses choix

tactiques avant une saison qui s'annonce exigeante sur plusieurs fronts.

Sacré champion de la Ligue 1 pour la troisième fois consécutive et la dixième de son histoire, le Mouloudia d'Alger a rejoint la JS Kabylie au palmarès, tandis que le record reste détenu par la JS Kabylie avec 14 titres.

Dominateur tout au long de la saison, le club algérois a rapidement pris les commandes du championnat, malgré un parcours en Ligue des champions africaine et en Coupe d'Algérie en deçà des attentes de ses supporters.

BEN DEBKA DE RETOUR, BAYAZID PROLONGE

Par ailleurs, le club a officialisé le retour de Sofiane Ben Debka, qui devient la cinquième recrue du mercato estival. Le milieu de terrain revient au club après plusieurs années à l'étranger afin de renforcer l'entrejeu du « Doyen » en vue de la prochaine saison.

Par ailleurs, Sofiane Bayazid a prolongé son contrat de deux saisons supplémentaires avec le MCA, après un accord trouvé avec la direction.

KIPRÉ JUNIOR REJOINT L'AZAM FC

Zunon Kipré Emmanuel Junior quitte le MC Alger pour retourner à l'Azam FC, son ancien club, après un accord entre les deux formations. Le MCA conserve toutefois 30 % sur une éventuelle future revente du joueur.

Arrivé en 2024 pour trois saisons, l'attaquant ivoirien de 26 ans quitte Alger avec un bilan de 5 buts et 6 passes décisives en deux saisons, mais avec trois trophées remportés : deux championnats d'Algérie et une Supercoupe.

JS KABYLIE

Merouane Messaï rejoint le staff

La JS Kabylie continue de structurer son staff technique en vue de la prochaine saison.

Le club a officialisé l'arrivée de Merouane Messaï au poste d'entraîneur des gardiens, au sein de l'équipe première.

Il rejoint ainsi le staff de Karim Belhocine, récemment nommé entraîneur principal.

Ancien entraîneur des gardiens de la sélection algérienne, Messaï apporte son expérience du haut niveau.

Cette nomination s'inscrit dans la volonté de la JSK de renforcer son encadrement technique afin de retrouver un meilleur niveau sur les scènes nationale et continentale.

CAN FÉMININE 2026

Les Vertes veulent renverser la hiérarchie

Portées par leur qualification face au Cameroun, les Fennecs s'avancent vers la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Féminine 2026 avec le statut de sérieuse outsider. Sous la houlette de Farid Benstiti, la sélection algérienne compte bien dépasser le cap des quarts de finale et bousculer la hiérarchie continentale.

Le football féminin algérien a définitivement changé de dimension. En validant leur billet pour la phase finale de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Féminine Maroc 2026, les joueuses algériennes ont prouvé que leur montée en puissance vertigineuse de ces dernières années

n'avait rien d'un feu de paille. Un ticket validé avec la manière.

Le rouleau compresseur des « Fennecs » a d'abord balayé le Soudan du Sud sans la moindre difficulté (5-0 à l'aller, 3-0 au retour). Mais c'est lors du tour de vérité que l'Algérie a signé son chef-d'œuvre, en se mesurant au Cameroun, véritable monstre sacré du continent. Les Algériennes ont d'abord fait sauter le verrou à Oran (2-1), avant d'aller s'imposer à Douala au match retour (1-0), s'offrant un sésame incontestable (score cumulé : 3-1). Grâce à ce coup de force, l'Algérie enchaîne une deuxième qualification consécutive pour la phase finale. Le

signe d'une stabilité retrouvée et d'une progression linéaire au plus haut niveau. Le sélectionneur national, a officialisé avant-hier la liste des 26 joueuses retenues pour disputer la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations féminine 2026, qui se déroulera du 26 juillet au 16 août au Maroc.

Cette sélection marque le début de la dernière ligne droite avant un rendez-vous continental particulièrement important pour les Vertes, déterminées à réaliser un parcours à la hauteur des attentes. Versée dans un groupe relevé, l'Algérie entamera la compétition face au Sénégal, avant de défier le pays hôte, le Maroc, puis

de conclure la phase de groupes contre le Kenya. Trois rencontres qui s'annoncent décisives dans la course à une qualification pour les phases à élimination directe.

À travers cette liste de 26 joueuses, Farid Benstiti mise sur un groupe alliant expérience et jeunesse, avec l'objectif de permettre à la sélection nationale de franchir un nouveau cap sur la scène africaine. Les internationales algériennes poursuivront leur préparation dans les prochains jours avant de rejoindre le Maroc, où elles tenteront de réaliser une campagne convaincante et de porter haut les couleurs nationales lors de cette CAN 2026.

ÉLIMINATOIRES DE LA CAN 2027

Le programme complet des Verts

Après avoir achevé leur parcours lors de la Coupe du monde 2026, l'équipe nationale algérienne tourne désormais son attention vers sa prochaine échéance continentale : les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2027, dont le coup d'envoi sera donné en septembre prochain.

Les Verts entameront leur campagne de qualification par un déplacement en Zambie, le mercredi 23 septembre 2026 à 19h00, dans le cadre de la première journée.

À l'occasion de la deuxième journée, l'Algérie recevra le Burundi le dimanche 27 septembre 2026 à 19h00. Les hommes du sélectionneur national se déplaceront ensuite au Togo pour affronter les Éperriers lors de la troisième journée, prévue le



mercredi 11 novembre 2026 à 20h00. Les Verts boucleront ensuite la phase aller des éliminatoires en recevant de nouveau le

Togo, le dimanche 15 novembre 2026, à l'occasion de la quatrième journée des qualifications.

VOLLEY-BALL

Le sélectionneur Imloul démissionne

La Fédération algérienne de volleyball (FAVB) a annoncé, avant-hier, avoir accepté la démission du sélectionneur national de l'équipe masculine seniors, Kamel Imloul, pour des « raisons personnelles ».

« La Fédération annonce avoir accepté la démission du sélectionneur national Kamel Imloul de son poste à la tête de la sélection nationale, et ce, pour des raisons personnelles », précise la Fédération dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux. La Fédération remercie également Kamel Imloul pour tous les efforts consentis, son engagement, son dévouement au travail ainsi que sa sincérité tout au long de la période durant laquelle il a dirigé la sélection nationale. Elle lui souhaite plein succès pour la suite de sa carrière professionnelle, conclut le communiqué.

Mots Croisés

1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement

1- Couper net. 2- Colorant en jaune ou rouge - Partira. 3- Edit - Laissées. 4- Vomitif - Dans. 5- Possessif - Prendre acte en Belgique. 6- Carabine à long canon - Possessif. 7- Test d'intelligence - Rappellent le miel. 8- Quelqu'un - Obtiens. 9- Peuple du Nigeria - Qui a de la laitance. 10- Rude au toucher - Epreuve.

Verticalement

1- Se parler à soi-même. 2- Retire l'eau de la barque - Pays d'Asie. 3- Hurla la vente de sa marchandise - C'est pas du vrai. 4- Possessif - Meurtre. 5- Civilisation d'Amérique latine - Elle naît dans les roses. 6- Enlève - Blonde de pub. 7- Découvrirait. 8- Réfuté - A superposé des poissons. 9- Long temps - Se retrouvent sans chefs. 10- Frôleras - Fait alliance.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Greffage
Grefage
Greffâge
Graiffage

Herbauriste
Herboriste
Herbboriste
Herborriste

Insubmersible
Insubmersible
Insubmersible
Insubmerçible

Jactonce
Jacktance
Jactonce
Jactance

Les mots fléchés

APRÈS LES AÎNÉS IL GUÉRIT LES 5	INVENTORIER CAPITAINE DU NAUTILUS	BÊTES DE SOMME VÉRIFIERA	DÉMONSTRATIF SINGULIER METS DÉLICAT	IL EST PARFOIS DE BRUXELLES	EN MATINÉE MARIE	METTRE À BOUT
				SENT MARCHERAI		
DESTRUCTION T'AGITES (TE)						PROPRES
				BÂTIMENT DÉLABRÉ IL CONSTRUIT DES MAISONS		
FAUTES, PARFOIS RECONNUES MOT LIANT			À MOI CAMELOTE		APRÈS BIS À NOUS	
	MATIÈRE D'ALLIANCE PROPOSÉ		ALIMENT QUOTIDIEN			PETIT ÉCRAN CANTIQUES
POCHE DU TUBE DIGESTIF D'USAGE COURANT				CHOISIT ENZYME		
			CRIER DANS LA MARE VILLE DE MAYENNE			
PLATEAU CAILLOUX DÉSERTS	GRAINS DE GLACES DONNERAI DE L'AMPLEUR				POSSÈDES PRÉCÈDE EL-BEÏDA	GUEULE ET NEZ
		RONGEUR ATTIRÉE PAR TROMPERIE		LIQUIDE VIATAL PURE		NAIS
GRANDE CITE D'ISRAËL TROU DE LA PEAU				PÉNÉTRÉ D'UNE IDÉE EXPULSE L'AIR		
		FOLLES MIT AU FAIT D'UN SCIENCE				
PAGE CONFÈRE					ÉLUE FINS DE JOURNÉES	
	NATIONALE CURRICULUM VITAE		ÉPOQUES			"ALGÉRIE ACTUALITÉ" SITUATION COMIQUE
RÉDIGÉ SERPENT DE VERRE				BOISSON QUI RETAPE COMME		LES SIENS
			VERS SOLITAIRES RIGOLÉ			SYMBOLE DE L'OR
ABER	IRLANDE			PRESSA		
		PARÉES POUR VOLER			APPRIS	

BIFFE-TOUT

EN 9 LETTRES :
Ville d'Egypte

ADONIS	EOLE	MIEN
AILETTE	EPOQUE	MIRABELLE
ALERTE	EVEIL	MOULE
ALITÉE	EXTRADER	NIÇOISE
AMBIDEXTRE	FAUTE	ONDULEUR
AMOURACHÉ	FIER	PARALYSIE
BÉTAIL	FILMER	PROCÉDER
BICHONNER	FLEUVE	RENTE
BLETTE	GAZ	SANCTION
BOSNIEN	HERMINE	SAO PAULO
BRILLE	INITIÉ	SCORIE
CHAUFFAGE	INOÛI	SÉJOUR
CHAUSSON	INSOLÉ	SORTILÈGE
COLORIAGE	INTERTITRE	SPONGIEUSE
COMMISSURE	JACTER	SUCCÈS
CONFUSE	LABIAL	TAILLEUR
CONSOLE	LACET	TOXIQUE
COQUILLETTE	LAMPE	VÉNÉRABLE
CRUAUTÉ	LISTE	ZÉNITH
DENSIMÈTRE	MACADAM	
ENDIVE	MACHINALE	

C	O	M	M	I	S	S	U	R	E	D	E	N	S	I	M	E	T	R	E
P	C	H	A	U	F	F	A	G	E	E	N	C	A	R	U	O	M	A	V
A	C	H	M	I	A	L	E	L	O	I	E	D	R	S	A	T	N	S	E
R	H	A	E	U	E	V	U	N	U	S	O	E	E	I	O	O	A	M	N
A	A	R	T	R	U	O	D	O	U	N	T	J	L	X	I	O	A	N	E
L	U	E	T	E	M	U	N	E	I	C	O	E	I	T	P	C	S	O	R
Y	S	E	L	I	L	I	S	A	U	T	Q	C	A	A	E	E	S	A	
S	S	F	E	E	N	G	N	J	R	T	U	N	U	D	E	V	L	C	B
I	O	N	U	S	N	I	R	E	E	E	A	L	A	L	I	T	O	O	L
E	N	R	O	O	C	E	S	E	U	S	O	M	A	D	I	Q	S	R	E
M	R	L	P	O	M	E	S	E	R	R	R	L	N	B	U	E	E	I	E
A	E	S	I	L	C	U	T	E	U	N	C	E	I	I	I	N	V	E	L
C	D	S	I	C	F	U	D	E	E	E	H	O	L	A	N	A	L	E	L
H	E	F	U	N	A	A	L	I	E	T	P	L	N	O	T	L	L	T	E
I	C	S	O	U	R	L	N	A	I	I	E	O	H	S	I	E	E	I	B
N	O	C	R	T	I	S	E	N	M	T	T	C	Q	A	O	C	B	L	A
A	R	C	X	A	O	Z	E	T	T	P	I	I	R	U	A	L	E	A	R
L	P	E	T	B	A	Z	A	E	N	B	E	B	N	L	E	T	E	H	I
E	C	O	L	O	R	I	A	G	E	E	G	E	L	I	T	R	O	S	M
I	N	T	E	R	T	I	T	R	E	E	R	T	X	E	D	I	B	M	A

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT
VROMBISSEMENT - CRIANTES - ETUI - CHASSA - ELUE - AN - ESPRIT - MI - ONGLE - UV - ETAL - GEO - HAIR - AIL - GERCEE - ROUSSE - SALUE - US - OR - RI - LU - SEGUIN - SUEDE - PERONE - NOS - EPIA - EDEN - LIN - ANIS - ETC - MENANT - SUC - TA - METIER - RACES - NE - SEMERA - NUÉE - RUT - FER - ATTEND - REJETTE.

VERTICALEMENT
ARCHANGE - ISOLEMENT - ORANGERS - USINE - UT - AMIS - LOCALE - NATTEE - BASEE - ELUDE - NI - EN - MINAS - HEU - EPATES - ST - PUA - ES - IN - RER - ASSERVIR - EPAIS - MUR - LI - ROUGE - SURETE - EMEUTE - USURE - CAR - ETE - TAS - IODE - CAFE - ONU - MAISONNETTE - ET - TILLER - ENCASTRE.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT
1- PROTOCOLES. 2- HORAIRE - VU. 3- ETE - NUIRE. 4- NA - SLTELE. 5- OTITE - LIEE. 6- MISE - VENTS. 7- EVEREST - AS. 8- NERON - SALI. 9- ELAN - MER. 10- SI - ALESE.

VERTICALEMENT
1- PHENOMENES. 2- PORTATIVE. 3- ORE - ISERE. 4- TA - STEROLS. 5- OINTE - ENE. 6- CRUE - VS - NA. 7- OEILLETS. 8- REIN - AME. 9- EVE - ETALES. 10- SU - MESSIRE.

4x4 Pécuniaire - Logarithmique
Topinambour - Vélociste

BIFFE-TOUT : SLOVAQUIE



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10

LES RACINES AVANT TOUT

Les images d'une famille algérienne installée aux États-Unis depuis plus de 40 ans ont suscité une vive admiration sur les réseaux sociaux, avec plus de 883k vues. Malgré ces décennies passées à l'étranger, ses membres affichent avec fierté leur attachement à leurs origines. «Notre sang est algérien et personne ne pourra nous enlever nos racines», ont-ils déclaré. Ils se sont également dits très heureux de voir l'ambiance et les traditions algériennes rayonner aux États-Unis à l'occasion de la Coupe du monde. Cette famille illustre qu'il est possible de préserver son identité et ses racines malgré une longue vie à l'étranger. Les internautes ont salué un bel exemple de patriotisme, de fidélité aux origines et de transmission des valeurs algériennes aux nouvelles générations.



7/10

MARIAGES BLING-BLING

La location de voitures de luxe pour les cortèges de mariage se développe en Algérie. Limousines, Porsche, Mercedes ou Range Rover sont louées jusqu'à 350.000 DA pour quelques heures afin d'impressionner les invités et le voisinage. Pour certains internautes, cette tendance traduit une quête du paraître et une rivalité sociale qui pousse certains couples à s'endetter lourdement. Entre salles, orchestres et autres dépenses, le coût des mariages explose, sans garantir pour autant un début de vie conjugale plus heureux. Avec plus de 184k vues, les internautes dénoncent majoritairement le gaspillage et le culte des apparences, tandis que d'autres défendent la liberté de chacun de célébrer son mariage comme il l'entend.



4/10

L'ALGÉRIE CHAMPIONNE DU MANQUE DE... SOMMEIL !

Une étude insolite place les supporters algériens en tête du classement de la «taxe de sommeil» lors du Mondial 2026 en Amérique du Nord. En raison du décalage horaire, les matchs des Fennecs contre l'Argentine, la Jordanie, l'Autriche et la Suisse ont été diffusés à des heures critiques (entre 2h et 5h du matin). Pour suivre l'équipe nationale, les Algériens sont statistiquement le peuple qui a sacrifié le plus d'heures de repos à l'échelle internationale. Un record de ferveur mais aussi de fatigue. Avec plus de 154k vues, les internautes algériens disent : «on a perdu en seizièmes contre la Suisse, mais on a gagné la Coupe du monde des cernes et du café !»

9/10
PLAYSTATION
DÉMATÉRIALISE
SES JEUX



PlayStation pourrait tourner définitivement la page des jeux physiques. À partir de janvier 2028, les nouveaux titres ne seraient plus commercialisés en version disque et seraient disponibles uniquement en téléchargement numérique. Une transition qui fait débat en ligne : les collectionneurs regrettent la disparition du format physique, tandis que les adeptes du dématérialisé estiment que cette évolution est désormais inévitable. Les images ont été vues plus de 261k vues.

8/10

LES PRIX DE LA PASTÈQUE CHUTENT

Après la propagation de rumeurs reliant plusieurs décès à une supposée intoxication liée à la consommation de pastèque, le prix de ce fruit s'est fortement effondré, tombant jusqu'à 100 DA le kilo dans certaines régions. Agriculteurs, grossistes et vendeurs dénoncent ces informations



qu'ils jugent exagérées, rappelant qu'un incident isolé peut être lié à une pastèque avariée, mais qu'il est impossible de généraliser ces cas à l'ensemble de la production. Avec plus de 190k vues, les internautes se disent perdus face aux informations contradictoires et attendent des explications claires. Beaucoup appellent à éviter les rumeurs tout en réclamant des contrôles renforcés et une communication officielle transparente.

6/10 STREET FOOD DZ

Loin des classements et des tendances des réseaux sociaux, certains internautes mettent en avant que la meilleure façon de découvrir la street food algérienne est de suivre les recommandations des habitants. Parmi les incontournables figurent : les brochettes et grillades, servies en sandwich ou en assiette, les sardines fraîches des villes côtières, la garantita, la pizza carrée, le célèbre sandwich frites-omelette, le bourek croustillant décliné en plusieurs farces, ainsi que les mhadjeb, fines galettes garnies de tomates, d'oignons et de piments. Des spécialités simples, savoureuses et abordables qui font le succès de la cuisine de rue en Algérie. Des publications sur le sujet ont accumulé plus de 166k vues.

5/10 KAÏA POOL CLUB



Kaïa Pool Club a ouvert ses portes le 4 juillet sur la route des Andalouses à Oran. Ce nouveau complexe premium, lancé par l'entrepreneur franco-algérien Yacine Flissi, a bénéficié d'un coup de projecteur grâce à la visite privée de DJ Snake avant son inauguration. Destiné aux adultes, le club propose une piscine avec vue sur mer, une ambiance musicale assurée par la DJ franco-algérienne Mel-A et une offre haut de gamme. L'accès est fixé entre 5.000 et 6.000 dinars. Avec plus de 161k vues, les internautes saluent un projet ambitieux qui valorise Oran, tandis que d'autres jugent les tarifs d'entrée trop élevés pour le grand public.

3/10

LE COUSCOUS SUCRÉ-SALÉ DE NORA SADKI

La cheffe kabyle Nora Sadki, du restaurant Majouja à Paris, remet à l'honneur une recette estivale méconnue : le couscous à la pastèque. Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, elle présente ce plat sucré-salé composé de semoule cuite et refroidie, servie avec des dés de pastèque, parfois accompagnés d'un peu de sucre selon les goûts. Rafraîchissante et légère, cette spécialité de saison illustre la richesse des traditions culinaires algériennes et offre une façon originale de déguster le couscous en été. Avec plus de 68k vues, les internautes se montrent curieux et séduits par cette recette traditionnelle revisitée, même si certains avouent avoir été surpris par l'association du couscous et de la pastèque.



2/10

FOULE AU STAND ALGÉRIEN À LISBONNE

Le pavillon algérien à la Foire internationale de Lisbonne séduit un large public, mettant en avant les dattes Deglet Nour, l'huile d'olive et l'artisanat du M'zab. Avec plus de 42k vues sur les réseaux sociaux, les internautes expriment leur fierté de voir le terroir national briller en Europe et saluent la reconnaissance mondiale des artisans.

1/10

LE ROI DES PROCÈS ATTAQUE LE GUINNESS

Jonathan Lee Riches est l'homme le plus procédurier au monde avec plus de 4 000 plaintes absurdes à son actif, allant de la planète Pluton à la tour Eiffel. Lorsqu'il apprend que le Guinness des records veut l'inscrire dans ses pages, il attaque immédiatement l'organisation en justice pour bloquer la publication. Sur le web, cette ironie suprême amuse follement les internautes. Avec plus de 10k réactions, beaucoup saluent le «génie créatif» de cet homme indomptable, tandis que d'autres déplorent un énorme gaspillage de temps et d'argent public pour le système judiciaire américain.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE LA BATAILLE MONDIALE EST LANÇÉE

L'intelligence artificielle est entrée dans une nouvelle phase de son développement, au point de placer la communauté internationale face à des choix déterminants.

A l'ouverture du premier Dialogue mondial sur la gouvernance de l'intelligence artificielle, organisé à Genève sous l'égide des Nations unies, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé les États, les entreprises technologiques et la communauté scientifique à instaurer, sans attendre, un cadre mondial de gouvernance afin d'encadrer une technologie dont l'évolution dépasse désormais la capacité des institutions à la réguler.

Dans son intervention, António Guterres a souligné que l'intelligence artificielle connaît une accélération sans précédent. Il a rappelé qu'il avait fallu quinze années à Internet pour atteindre un milliard d'utilisateurs, alors que l'IA a franchi ce seuil en seulement deux ans. Les systèmes les plus avancés ne se limitent plus à exécuter des tâches programmées : ils génèrent du code, interagissent de manière autonome sur Internet et prennent des décisions avec une intervention humaine de plus en plus réduite. Selon lui, les cadres juridiques et institutionnels actuels ont été conçus pour encadrer des machines obéissantes, et non des systèmes capables d'agir de manière autonome.

Le chef de l'ONU s'est appuyé sur le premier rapport du Panel scientifique international indépendant sur l'IA pour identifier trois principaux défis. Le premier réside dans la rapidité du déploiement de ces technologies, qui devance largement la capacité des gouvernements à élaborer des réglementations adaptées. Le second concerne la concentration des ressources stratégiques – puissance de calcul, données et compétences – entre les mains d'un nombre limité de pays et de grandes entreprises, accentuant le risque d'exclusion des pays en développement des décisions qui façonneront l'avenir de cette technologie.

UN LEVIER DE DÉVELOPPEMENT POUR LES PAYS DU SUD

Enfin, il a alerté sur les conséquences de l'IA générative en matière de désinformation, estimant que les contenus artificiels sont désormais capables de rivaliser avec la réalité, fragilisant la confiance du public et le fonctionnement des institutions démocratiques.



Malgré ces préoccupations, António Guterres a insisté sur les opportunités offertes par l'intelligence artificielle, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et du développement économique. Selon lui, cette technologie pourrait permettre aux pays du Sud de réduire considérablement leur retard en matière de développement, à condition qu'ils disposent des infrastructures numériques, des compétences et des ressources nécessaires pour en tirer pleinement profit. Afin d'encadrer cette transformation, le secrétaire général a présenté

quatre priorités. La première consiste à élaborer des normes internationales communes pour évaluer les risques liés aux systèmes d'IA les plus avancés et renforcer la sécurité de leur déploiement. Dans ce cadre, il a annoncé le lancement d'un engagement international visant à mieux protéger les enfants contre les usages les plus dangereux de l'intelligence artificielle. La deuxième priorité porte sur la préservation des droits humains. António Guterres a estimé que les décisions critiques dans des secteurs tels que la justice, la santé ou la sécurité doivent demeurer sous la respon-

sabilité directe de l'être humain et ne pas être déléguées à des systèmes automatisés. Le troisième axe concerne le renforcement des capacités des pays en développement. Alors que les investissements privés dans l'intelligence artificielle atteignent plusieurs centaines de milliards de dollars, les financements destinés à accompagner les économies les moins avancées demeurent limités. L'ONU souhaite ainsi créer un réseau mondial de coopération ainsi qu'un fonds dédié au développement des capacités en matière d'IA afin de réduire les inégalités technologiques.

VERS UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE PLUS DURABLE

Enfin, le secrétaire général a plaidé pour une plus grande transparence environnementale. Il a appelé les grandes entreprises du secteur à publier les données relatives à l'empreinte carbone, hydrique et foncière de leurs infrastructures numériques, tout en les encourageant à alimenter leurs centres de données par des énergies renouvelables d'ici à 2030.

L'un des moments les plus marquants de son discours a concerné l'utilisation militaire de l'intelligence artificielle. António Guterres a renouvelé son appel à l'interdiction internationale des systèmes d'armes létales autonomes, communément appelés «robots tueurs», estimant qu'il est moralement inacceptable de laisser une machine décider seule de la vie ou de la mort d'un être humain.

Pour le secrétaire général, ce premier Dialogue mondial organisé à Genève constitue le point de départ d'une nouvelle architecture internationale de gouvernance de l'intelligence artificielle. Il s'inscrit dans la continuité du Pacte pour l'avenir et du Pacte numérique mondial, avec l'ambition de doter la communauté internationale de règles communes conciliant innovation, sécurité, souveraineté et développement. Devant les représentants des 193 États membres, António Guterres a conclu que la génération actuelle pourrait être la dernière à disposer de la capacité de fixer les règles qui encadreront durablement la coexistence entre l'humanité et les machines intelligentes.

R. N

L'Algérie plaide pour une IA plus inclusive

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a représenté l'Algérie au Dialogue mondial sur la gouvernance de l'intelligence artificielle, organisé à Genève, où il conduisait une importante délégation nationale. À cette occasion, il a mis en avant la dimension désormais stratégique de l'intelligence artificielle, estimant qu'elle dépasse largement le champ de l'innovation technologique pour devenir un facteur déterminant de développement économique, de souveraineté et de compétitivité. Dans son intervention, le ministre a plaidé pour l'instauration d'une gouvernance internationale plus équitable et inclusive, permettant aux pays en développement de participer pleinement à la conception, au développement et à la gouvernance des systèmes d'intelligence artificielle, plutôt que d'en demeurer de simples utilisateurs. Sid Ali Zerrouki a également insisté sur la nécessité de dépasser le stade des déclarations de principe en mettant en place des mécanismes concrets de coopération internationale, fondés sur le transfert de technologies, le partage des connaissances et le renforcement des capacités, afin de favoriser un développement équilibré de l'intelligence artificielle à l'échelle mondiale.

UNIVERSITÉ DE TIPASA

Saidal et le LCTP s'associent



L'Université de Tipasa a renforcé ses liens avec son environnement socio-économique en signant deux conventions de partenariat, l'une avec le groupe pharmaceutique public Saidal et l'autre avec le Laboratoire central des travaux publics LCTP.

Ces accords ont été officialisés lors de la cérémonie de clôture de l'année universitaire 2025-2026, présidée par le recteur Mohamed Hadidi. Il a mis en avant une stratégie d'ouverture de l'université sur les acteurs locaux et nationaux afin de renforcer la formation, la recherche

et l'insertion professionnelle des étudiants.

Concrètement, ces partenariats doivent permettre davantage de stages, de projets appliqués et d'accompagnement, notamment pour les étudiants des filières sciences et technologies ainsi que sciences de la nature et de la vie.

Le recteur a également souligné la dynamique récente de l'établissement, marquée par son évolution institutionnelle, la multiplication des accords de coopération (nationaux et internationaux), ainsi qu'un jumelage avec l'Université de Shanxi en Chine.

La cérémonie a enfin été l'occasion de célébrer plus de 3 650 diplômés et d'honorer les majors de promotion ainsi que plusieurs enseignants promus.

OLYMPIADES AFRICAINES DE MATHÉMATIQUES

Tebboune félicite l'équipe nationale des lycéens

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé ses félicitations à la famille de l'éducation nationale ainsi qu'aux membres de l'équipe nationale des lycéens, à la suite de leur sacre aux Olympiades africaines de mathématiques, où ils ont remporté le titre de champions d'Afrique.

Dans un message publié sur la plateforme X, le chef de l'État a salué cette performance, estimant qu'elle constitue une distinction pour l'Algérie sur la scène continentale.

«Toutes mes félicitations à la famille de l'éducation nationale pour le sacre de l'équipe nationale des lycéens, sacrée championne d'Afrique aux Olympiades de mathématiques», a écrit le président Abdelmadjid Tebboune.

Cette consécration récompense les performances de l'équipe algérienne lors de cette compétition continentale et met en valeur le niveau des élèves algériens dans les disciplines scientifiques.